

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1914.

Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics
pour l'exercice 1914 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RAEMDONCK.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics, pour l'année 1914, s'élève à 53,159,424 francs, soit une diminution sur l'exercice précédent de 2,896,183 francs.

A. Les dépenses ordinaires des services de l'agriculture s'élèvent à 12,818,924 francs et des travaux publics à 20,250,500 francs ou un total de 33,069,424 francs, soit une augmentation de 1,209,317 francs.

B. Les dépenses exceptionnelles du service de l'agriculture s'élèvent à 46,000 francs et des travaux publics à 2,024,000 francs ou un total de 2,070,000 francs, soit une diminution de 4,103,300 francs.

Ces chiffres forment une diminution pour l'exercice 1914, de 2 millions 896,183 francs.

Il est cependant à remarquer que les dépenses ordinaires du budget sont en augmentation, et que s'il y a une diminution des dépenses globales, elle est due seulement aux dépenses exceptionnelles.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

TABLEAU A : Services de l'Agriculture.

Le budget de l'agriculture et des travaux publics pour l'exercice 1913, a fait l'objet à la Chambre d'une discussion longue et approfondie.

Il est à craindre que la session, nécessairement courte, et son ordre du

(1) Budget, n° 4^{XIII}.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. De Coster, Braun, de Wouters d'Oplinter, Camille Huysmans, Vandeperre, Raemdonck.

jour chargé ne permettent pas au Parlement un examen assez fouillé du budget pour 1914.

En conséquence la section centrale a décidé que, dans le rapport, différentes questions d'intérêt général devaient être traitées.

CHAPITRE I.

LE MOUVEMENT AGRICOLE EN BELGIQUE EN 1915.

L'année qui vient de passer a eu ses événements significatifs au point de vue des progrès agricoles, d'us, la plupart, à l'initiative ou à l'intervention du Département de l'Agriculture. Citons, notamment, l'institution de la Commission pour l'étude de la mise en valeur des terres incultes, — l'exhibition du Village Moderne à l'Exposition internationale et universelle de Gand, — les Congrès internationaux d'agriculture, des cercles de fermières, de la laiterie et du froid, de l'horticulture, de l'enseignement ménager, etc.

La loi scolaire elle-même doit être envisagée comme un événement de haute importance pour l'essor de nos campagnes belges.

*
* * *

La Commission pour la mise en valeur des terres incultes, instituée en 1900 pour l'étude de la Campine au point de vue forestier, avait un vaste programme d'améliorations à entreprendre dans cette région. Cette commission, après le dépôt d'un premier rapport, ne s'est plus réunie.

M. le Ministre de l'Agriculture prôna, en 1912, la constitution d'un vaste organisme dont la mission fut de réaliser le programme élaboré jadis et d'en étendre la pratique non seulement aux plaines campinoises, mais aussi aux landes ardennaises.

Un arrêté ministériel du 5 septembre 1912 créa cet organisme nouveau, sous la présidence de notre collègue M. Tibbaut.

On s'attacha aussi bien à l'étude des questions de *défrichement* elle-même, qu'aux problèmes de la *voirie*, du régime des *eaux*, de la mise en rapport de *terres communales*, des *propriétés particulières*, des encouragements à donner aux initiatives de l'*association* en matière de défrichement, de l'organisation de la propagande, etc.

*
* * *

Le *Village moderne* fut bien la plus intuitive des démonstrations agricoles qu'on eût pu voir. C'est en un cadre de vie et de réalité que furent synthétisés les progrès de la science agricole, tant dans l'ordre purement économique que dans le sens esthétique et social.

*
* * *

Le 10^e Congrès international d'agriculture, tenu à l'Exposition de Gand, revêtit une importance particulière. L'*économie rurale*, les *sciences agrono-*

miques, les cultures spéciales et l'enseignement agricole, l'économie animale, le génie rural, la sylviculture donnèrent respectivement lieu aux discussions approfondies des cinq sections du congrès.

Les députations étrangères y furent nombreuses.

La Commission avait voulu, en fixant le X^e Congrès à Gand, « reconnaître » les efforts persévérants d'un peuple qui, resserré dans d'étroites limites, a » su conquérir au concert des nations une place dont le Congrès était une » consécration nouvelle » (1).

M. Méline, président de la Commission internationale d'agriculture (2), rendit hommage à l'organisation du Congrès, le second auquel la Belgique mérita de donner l'hospitalité et auquel les Belges prirent une part qui est la preuve la plus convaincante de la vitalité de notre essor agricole.

*
* * *

C'est à la *Société nationale de Laiterie* et à la *Commission du Froid* qu'on dut la tenue en Belgique du *Congrès national de laiterie et du froid*. Les questions de la coopération laitière, du contrôle du lait, de l'exploitation bovine, de l'application du froid en laiterie, beurrerie et fromagerie, y furent débattues en long et en large. Si la Belgique put emprunter quelques exemples de progrès à l'expérience des grandes nations voisines, elle put, d'autre part, être fière de la coopération laitière, œuvre inlassablement poursuivie chez elle.

*
* * *

Le Congrès international d'horticulture, organisé, lui aussi, sous les auspices d'une fédération belge, fit œuvre utile et institua, comme résultat de ses débats, une Commission internationale d'horticulture.

*
* * *

Le III^e Congrès international des Cercles de Fermières, dû à l'initiative belge encore, confia à sa 1^{re} section l'étude de la question de la formation des *dirigeants des Cercles de Fermières*;

A la 2^e section, les points relatifs aux détails de l'industrie laitière et de la comptabilité ménagère agricole, de l'enseignement ménager et horticole aux filles de la campagne ;

A la 3^e section, la question de l'éducation familiale et de l'éducation professionnelle des jeunes filles du village ; tous problèmes intéressant l'existence même et le relèvement social de la population champêtre.

*
* * *

Le II^e Congrès international de l'Enseignement ménager délibéra sur quatre questions aussi intéressantes les unes que les autres : l'enseignement

(1) Discours présidentiel du Bon van der Bruggen.

(2) Discours inaugural de M. Méline.

ménager dans la famille et à l'école primaire; l'enseignement aux adultes; la formation du personnel enseignant; l'enseignement au point de vue social. L'enseignement ménager dans les localités rurales n'y fut pas perdu de vue.

CHAPITRE III.

LES CONCOURS DE BÉTAIL.

Convienndrait-il de soumettre à une étude critique les concours de bétail, en vue de modifier et d'améliorer l'effet utile de ceux-ci?

Cette demande mérite une réponse affirmative! Augmenter le revenu de l'exploitation de la bête bovine, est la préoccupation permanente du Gouvernement. De nombreux moyens sont employés pour faire progresser et développer l'élevage parmi lesquels figurent les concours de bétail.

Leur organisation actuelle a déjà fait l'objet de quelques critiques, dans un rapport antérieur rédigé par M. Maenhaut. Il me paraît utile d'en parler à nouveau.

Deux critiques sont adressées à ces concours :

La première critique est celle de n'y intéresser que la minorité de nos éleveurs, et une proportion très minime de sujets d'élevage. Quelques éleveurs, les mêmes dans la plupart des communes, exposent pendant quelques années leurs meilleurs sujets, généralement les mêmes, et toujours peu nombreux.

La deuxième critique concerne la façon d'apprécier les sujets exposés. Dans les concours actuels on prime les plus beaux sujets. Ce ne sont pas toujours les meilleurs. Le meilleur bovidé est celui qui, par une exploitation normale, procure le plus de bénéfices à son propriétaire, la vraie bonne vache est celle qui, pour un minimum de frais d'entretien, donnera un maximum de rendement.

Ce n'est pas la conception de ceux qui ont la mission de mettre en relief les bons sujets exposés dans les concours d'étables.

Ceux-ci visent trop à obtenir un bétail de luxe; ils mettent sur le pavois le beau sujet, sans se préoccuper assez si cet animal primé constitue pour son propriétaire une machine transformant avec bénéfices en lait et en beurre, les aliments qui lui sont donnés.

Il en résulte que les concours de bétail ne sont pas des démonstrations intuitives de zootechnie rationnelle; il n'est fait dans ces concours aucune démonstration des qualités intrinsèques des sujets primés.

Le souci du Gouvernement est d'améliorer l'élevage et de le rendre plus rémunérateur.

On connaît les efforts tentés par le département de l'Agriculture pour vulgariser l'application des règles de l'hygiène dans les étables. On connaît les bons résultats que donnent les concours d'étables, on apprécie la lutte contre certaines maladies contagieuses, les charbons, la pleuro-pneumonie et les efforts tentés pour écarter ou limiter les ravages de la stomatite

aphteuse. On doit louer les essais considérables tentés par le département de l'Agriculture pour vulgariser les principes d'alimentation rationnelle et économique.

Cette préoccupation constante de réaliser toutes les mesures propres à améliorer l'élevage engagera le Gouvernement à mettre à l'étude l'amélioration des concours d'étables.

Certains estiment que les concours de bétail devraient avoir pour objectif de mettre en évidence un bon élevage bien plus qu'un sujet isolé. Cet élevage pourrait être examiné non seulement au point de vue de la conformation extérieure des sujets qui le composent, mais surtout au point de vue de la valeur intrinsèque de ces animaux, c'est-à-dire, des aptitudes à transformer économiquement en lait, beurre ou viande les aliments qui leur sont donnés.

Les concours conçus sur cette base seraient accessibles à tous. Les petits éleveurs comme les grands pourraient montrer qu'ils possèdent un élevage rationnel, et un bien plus grand nombre d'éleveurs seraient en contact avec des juges compétents. Ceux-ci ne s'occuperaient plus exclusivement de sujets réputés les meilleurs, mais aussi de sujets moyens pour lesquels le progrès est plus aisé.

Des concours réalisés partiellement selon ces idées ont été organisés déjà dans quelques endroits du pays ; ils ont donné des résultats excellents.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

Les questions suivantes ont été posées au Gouvernement :

1^{re} QUESTION.

M. le Ministre pourrait-il nous dire s'il existe d'autres écoles que celles énumérées ci-dessous :

I. *Enseignement supérieur :*

- a) Ecole vétérinaire de l'État ;
- b) Institut agricole de Gembloux ;
- c) Institut agricole de l'université de Louvain.

II. *Enseignement moyen :*

A. AGRICULTURE :

- a) Institut de Huy ;
- b) École de Carlsbourg et de La Louvière ;
- c) Écoles moyennes ; combien ? où sont-elles situées ?
- d) Cours donnés dans les athénées ; où ? les écoles moyennes ; où ?

B. HORTICULTURE :

- a) Écoles de Vilvorde et de Gand ;
- b) Écoles subsidiées.

III. *Écoles ménagères agricoles :*

- a) Héverlé : école supérieure ;
- b) Ecoles subsidiées ;
- c) Écoles temporaires.

IV. *Enseignement primaire :*

- a) Agricole ;
- b) Horticulture.

V. *Écoles d'adultes.*VI. *Nombre de conférences : flamandes ? françaises ?*

2° Quelles sont, parmi ces écoles celles à langue véhiculaire :

- a) Française ?
- b) Flamande ?

5° Y a-t-il des écoles françaises où quelques cours se donnent en flamand ? quelles écoles ? quels cours ? Des écoles flamandes où quelques cours se donnent en français ? quelles écoles ? quels cours ?

4° Combien y a-t-il eu de conférences en 1912 :

- a) Flamandes ?
- b) Françaises ?

RÉPONSE.

1. Pour l'enseignement supérieur il n'existe pas d'autres établissements que ceux énumérés dans la question.

Les écoles, cours et conférences des autres degrés organisés avec le concours du Département de l'Agriculture, sont les suivants :

II. *Enseignement moyen :*

A. — AGRICULTURE.

- a) Ecole moyenne pratique d'agriculture de l'État à Huy ;
- b) Ecoles moyennes agricoles subsidiées de Carlsbourg, La Louvière et Leuze ;
- c) Sections moyennes agricoles subsidiées de Aerschot, Avelghem, Buggenhout, Capelle-au-Bois, Chimay, Dinant, Ellezelles, Enghien, Fleurus, Florennes, Hal, Hasselt, Nieuport, Opwyck, Saint-Trond, Schadeck-Attert, Sottegem, Thielt, Thuin, Tirlemont, Tongres, Virton, Visé, Waremme, Waterloo, Wavre ;
- d) 1° Cours donnés dans les écoles moyennes de l'État en 1912-1913 : Aerschot, Alost, Andenne, Beaumont, Beauraing, Binche, Boom, Châtelet, Couvin, Diest, Dinant, Fleurus, Flobecq, Florennes, Fontaine-l'Évêque, Fosses, Gosselies, Hasselt, Houdeng-Aimeries, Huy, Jodoigne, Jumet, Laeken, Limbourg, Lokeren, Maeseyck, Mons, Neufchâteau, Péruwelz, Philippeville, Rœulx, Rochefort, Saint-Ghislain, Saint-Nicolas, Saint-Trond, Seraing, Soignies, Spa, Stavelot, Turnhout, Vilvorde, Virton, Walcourt, Waremme, Wavre ;

2° Cours donnés dans les athénées en 1912-1915 : Anvers et Chimay ;

3° Cours donnés dans les écoles moyennes libres de : Aerschot, Alost, Arlon, Ath, Aywaille, Bastogne, Binche, Beeringen, Blankenberghe, Bockryck-Hasselt, Bonne-Espérance, Bouillon-sur-Semois, Brée, Carlsbourg, Chimay, Ciney, Deynze, Dolhain, Eecloo, Florelle, Florennes, Hannut, Hasselt, Herve, Maeseyck, Maldegem, Malines, Malonne, Marche, Moll, Ninove, Nivelles, Neerpelt, Ostende (collège Saint-Vincent), Ostende (collège Notre-Dame), Peer, Rochefort, Roulers, Saint-Nicolas (collège Saint-Joseph), Saint-Nicolas (petit séminaire), Saint-Trond (petit séminaire), Saint-Trond (école normale agréée), Saint-Roch, Saint-Roch-Ferrières, Selzaete, Soignies, Stavelot, Termonde, Thielt, Thourout, Tirlemont, Tongres, Visé, Waremmе, Wetteren, Ypres ;

4° Écoles professionnelles agricoles temporaires de l'État pour jeunes gens en 1915 : Brecht, Jodoigne, Clavier, Lille-Saint-Hubert, Herck-la-Ville, Namur (1), Mariembourg, Waremmе, Chimay (1), Gheel, Fontaine-l'Évêque, Overpelt ;

5° Écoles de mécanique agricole temporaires de l'État pour jeunes gens en 1915 : Jodoigne, Waremmе, Namur (1), Wavre, Landen.

B. — HORTICULTURE.

a) Écoles moyennes de l'État : Gand et Vilvorde ;

b) Écoles subsidiées : Mons, Liège, Carlsbourg, Tournai.

III. — Écoles ménagères agricoles.

a) et b) Écoles ménagères agricoles subsidiées : Héverlé (école supérieure d'agriculture pour jeunes filles), Bastogne, Berlaer, Bouchout, Brugelette, Celles, Champion, Cortemarck, Gooreind-Wuestwezel, Gyseghem, Herve, Héverlé, Maulde, Overysse, 's Gravenwezel, Virton, Wavre-Notre-Dame.

Sections ménagères agricoles subsidiées à : Jodoigne, Tessengerloo et Waremmе ;

c) En 1915, des écoles ménagères agricoles temporaires ont fonctionné dans les localités suivantes : Gheel, Calmpthout (1), Geet-Betz (1), Thourout (1), Belleghem, Lede, Everghem, Huyse, Nollenvaux, Ferrières (1), Waret-l'Évêque, Lille-Saint-Hubert, Falaën, Mohiville, Olsene, Saint-Gérard (1), Sensenruth, Rulles-Marbehan, Turnhout, Matagne-la-Petite, Brée (1), Léglise, Gand, Clavier, Aerschot, Herchies, Romerée, Westerloo, Duffel, Iseghem, Jehay-Bodegnée, Mont-Saint-Guibert.

IV. — Enseignement primaire spécial.

a) AGRICOLE.

1° Sections professionnelles agricoles primaires pour garçons : Ath, Aywaille, Bassevelde, Bauvechain, Becquevoort, Bergilers, Bierbeek, Braine-le-Comte, Brugelette, Bury, Celles, Court-Saint-Étienne, Dilbeck, Eecloo,

(1) Deux sessions.

Enghien, Florennes, Huldenberg, Laugemarck, Londerzeel, Moll, Nodebais, Olmen, Overyssehe, Proven, Reckem, Ruysselede, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Gilles-Waes, Thielen, Thuin, Tirlemont, Tirlemont (école provinciale), Verlaine, Vorst, Ways, Westerloo, Wytschaete;

2° Sections ménagères agricoles primaires pour jeunes filles : Appelterre, Baelegem, Borsbeke, Brugellette, Helmet, Héverlé, Ter Banck, Lede, Ressegem, Rondu, Salm-Château, Vezon, Vorst, Vladsloo, Zeelhem.

b) HORTICOLE.

48 écoles temporaires ou sections horticoles primaires ou d'adultes subsidiées.

V. — Ecoles d'adultes.

Ce sont les sections professionnelles agricoles primaires citées ci-dessus.

Vbis. — Ecoles de mécanique subsidiées.

Avelghem, Enghien, Fleurus, Leuze, Mons.

VI. — 1° Nombre de conférences.

	Nombre de conférences :	
	françaises.	flamandes.
Cours d'agriculture pour adultes	4,353	4,298
Cours d'aviculture	258	206
Cours d'apiculture	215	197
Cours aux militaires	154	508
Conférences horticoles	4,958	4,508

2° et 3° A. — AGRICULTURE.

En règle générale l'enseignement agricole se donne en flamand dans les établissements situés en pays flamand et en français dans les établissements du pays wallon.

B. — HORTICULTURE.

2° L'enseignement est donné en flamand à l'école d'horticulture de Gand, sauf les cours de comptabilité, d'arpentage et de commerce qui sont donnés en français. Il y a, en outre, un cours de français. L'école de Vilvorde comprend deux sections : l'une française, l'autre flamande. L'enseignement se donne exclusivement en français dans les écoles moyennes d'horticulture de Liège, Mons, Tournai et Carlsbourg.

3° Les 48 écoles temporaires ou sections horticoles primaires subsidiées se répartissent comme suit : 14 françaises et 34 flamandes.

a) *Enseignement exclusivement français.*

Ecoles de Rondu (Remagne), Charleroi, Wasseiges, Horion-Hozémont, La Louvière, Waremmé, Verviers, Namur, La Hulpe, Tihange, Binche, Seraing, Liège, Lesdain.

b) *Enseignement donné exclusivement en flamand.*

Ecoles d'Overysse (filles), Louvain, Lokeren, Anvers, Knesselaere, Wetteren, Hœylaert, Opwyck, Alost, Malines, Roulers, Boitsfort, Laeken, Haecht, Bilsen, Saint-Trond, Zele, Avelghem, Cruybeke, Loochristy, Berlaer, Meirelbeke, Mont-Saint-Amand, Calu-phout, Ostende, Overryse (garçons), Wesemael, Turnhout, Hekelgem (Affligem), Betecom, Berchem-Sainte-Agathe, Zwynaerde, Bruges et Lebbeke.

4° a) et b). Voir n° VI ci-dessus.

Comme suite à cette réponse, une nouvelle question de la section centrale a été posée en ces termes :

Quelles sont les écoles dépendant du Ministère de l'Agriculture où la langue flamande est la langue véhiculaire ?

Le Ministre voudrait-il donner le nom de toutes les écoles avec la langue qui y est employée comme langue véhiculaire ?

RÉPONSE.

Ecoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
—	—	—
Ecole de médecine vétérinaire de l'Etat, Cureghem,	français.	
Institut agricole de l'Etat à Gembloux,	—	
Ecole moyenne pratique d'agriculture de l'Etat, à Huy,	—	
Ecoles moyennes agricoles subsidiées :		
Carlsbourg,	—	
La Louvière,	—	
Leuze,	—	
<i>Sections moyennes agricoles subsidiées.</i>		
Aerschot,	flamand.	
Avelghem,	—	
Buggenhout,	français-flamand.	
Cappelle-au-Bois,	flamand	
Chimay,	français.	

Ecoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
Dinant,	français.	
Ellezelles,	—	
Enghien,	—	
Fleurus,	—	
Florennes,	—	
Hal,	français-flamand.	
Hasselt,	français.	
Nieuport,	flamand.	
Opwyck,	—	
Saint-Trond,	français.	
Schadeck-Attert	—	
Sottegem,	flamand.	(Zoologie, physique et zootechnie en français.)
Thielt,	flamand.	
Thuin,	français.	
Tirlemont,	—	
Tongres,	flamand.	
Virton,	français.	
Visé,	—	
Waremme,	—	
Waterloo,	—	
Wavre,	—	

Cours d'agronomie des écoles moyennes de l'Etat.

Aerschot,	flamand.
Alost,	—
Andenne,	français.
Beaumont,	—
Beauraing,	—
Binche,	—
Boom,	flamand.
Châtelet,	français.
Couvin,	—
Diest,	flamand.
Dinant,	français.
Fleurus,	—
Flobecq,	—
Florennes,	—
Fontaine-l'Evêque,	—
Fosses,	—
Gosselies,	—
Hasselt,	flamand.
Houdeng-Aimeries,	français.
Huy,	—

Ecoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
Jodoigne,	français.	
Jumet,	—	
Laeken,	français-flamand.	
Limbourg,	français.	
Lokeren,	flamand.	
Maeseyck,	—	
Mons,	français.	
Neufchâteau,	—	
Péruwelz,	—	
Philippeville,	—	
Rœulx,	—	
Rochefort,	—	
Saint-Ghislain,	—	
Saint-Nicolas,	flamand.	
Saint-Trond,	—	
Seraing,	français.	
Soignies,	—	
Spa,	—	
Stavelot,	—	
Turnhout,	flamand.	
Vilvorde,	français.	
Virton,	—	
Walcourt,	—	
Waremmes,	—	
Wavre,	—	
<i>Cours dans les athénées.</i>		
Anvers,	flamand.	
Chimay,	français.	
<i>Cours dans les écoles moyennes libres.</i>		
Aerschot,	flamand.	
Alost,	—	
Arlon,	français.	
Ath,	—	
Aywaille,	—	
Bastogne,	—	
Binche,	—	
Beeringen,	flamand.	
Blankenberghe,	—	
Bockryck,	français.	
Bonne-Espérance,	—	
Bouillon-sur-Semois,	—	
Brée,	flamand.	(Chimie et zootechnie en français.)

Écoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
Carlsbourg,	français.	
Chimay,	—	
Ciney,	—	
Deynze,	flamand.	(Les leçons sont résumées en français pour les élèves wallons.)
Dolhain,	français.	
Eceloo,	flamand.	
Floreffe,	français.	
Hannut	—	
Florences,	—	
Hasselt,	français.	
Herve,	—	
Maesevck,	flamand.	
Maldegem,	—	
Malines,	français.	
Malonne,	—	
Marche,	—	
Moll,	flamand-français.	
Ninove,	flamand	(physique en français).
Nivelles,	français.	
Neerpelt,	flamand.	
Ostende (Collège Saint- Vincent),	—	
Ostende (Collège Notre- Dame),	français.	
Peer,	flamand.	
Rocheftort,	français.	
Roulers,	flamand.	
Saint-Nicolas (Collège Saint- Joseph),	français.	
Saint-Nicolas (Ecole nor- male agréée),	flamand.	
Saint-Nicolas (Petit Sémi- naire),	—	
Saint-Trond (Petit Sémi- naire),	français.	
Saint-Trond (Ecole nor- male agréée),	flamand.	
Saint-Roch-Ferrières (cours spécial),	français.	
Saint-Roch-Ferrières,	—	
Selzaete,	flamand.	
Soignies,	français.	
Stavelot,	—	

Ecoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
Termonde,	flamand.	
Thielt,	—	
Thourout,	—	
Tirlemont,	français.	
Tongres,	flamand.	
Visé,	français.	
Waremmé,	—	
Wetteren,	flamand.	
Ypres,	—	

Ecoles professionnelles agricoles temporaires de l'Etat.

Brecht.	flamand.
Jodoigne,	français.
Clavier,	—
Lille-Saint-Hubert,	flamand.
Herck-la-Ville,	—
Namur,	français.
Mariembourg,	—
Waremmé,	—
Chimay,	—
Gheel,	flamand.
Fontaine-l'Evêque,	français.
Overpelt,	flamand.

Ecoles de mécanique agricoles temporaires de l'Etat.

Jodoigne,	français.	
Waremmé,	—	
Namur,	—	
Wavre,	—	
Landen,	flamand-français.	A Landen ont fonctionné en même temps une section française et une section flamande.

Ecoles ménagères agricoles.

Héverlé,	français-flamand.
Bastogne,	français.
Berlaer,	flamand.
Bouchout,	flamand-français.
Bruglette,	français.
Celles,	—
Champion,	—
Cortemarck,	flamand.
Gooreind-Wuestwezel,	—
Gysegem,	—

Ecoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
Herve,	français.	
Maulde,	—	
Overyssehe,	flamand.	
's Gravenwezel,	—	résumé en français.
Virton,	français.	
Wavre-Notre-Dame,	—	

Sections ménagères agricoles.

Jodoigne,	français.
Tessengerloo,	flamand.
Waremmé,	français.

Ecoles ménagères agricoles temporaires.

Gheel,	flamand.
Calmpthout,	—
Geet-Betz,	—
Thourout,	—
Bellegheem,	—
Lede,	—
Evergem,	—
Huyse,	—
Nolleaux,	français.
Forrières,	—
Waret-l'Evêque,	—
Lille-Saint-Hubert,	flamand.
Falaën,	français.
Mohiville,	—
Olsene,	flamand.
Saint-Gérard,	français.
Sensenruth,	—
Rulles-Marbehan,	—
Turnhout,	flamand.
Matagne-la-Petite,	français.
Brée,	flamand.
Léglise,	français.
Gand,	flamand.
Clavier,	français.
Aerschot,	flamand.
Herchies,	français.
Romerée,	—
Westerloo,	flamand.
Duffel,	—
Iseghem,	—
Jehay-Bodegnée,	français.
Mont-Saint-Guibert,	—

Sections professionnelles agricoles primaires pour garçons.

Ecoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
Ath,	français.	
Aywaille,	—	
Bassevelde,	flamand.	
Beauvechain,	français.	
Becquevoort,	flamand.	
Bergilers,	français.	
Bierbeek,	flamand.	
Braine-le-Comte,	français.	
Brugelette,	—	
Bury,	—	
Celles,	—	
Court-Saint-Etienne,	—	
Dilbeek,	flamand.	mathématiques en français.
Eecloo,	—	
Englien,	français.	
Florennes,	—	
Huldenberg,	flamand.	
Langemarck,	—	
Londerzeel,	—	
Moll,	—	
Nodebais,	français.	
Olmen,	flamand.	
Overyssche,	—	
Proven,	—	
Reckem,	français.	Les notions de comptabilité dans les deux langues.
Ruyselede,	flamand.	
Saint-Georges-sur-Meuse,	français.	
Saint-Gilles-Waes,	flamand.	
Thielen,	—	
Thuin,	français.	
Tirlemont,	flamand.	
Tirlemont (école prov.)	—	
Velaine,	français.	
Vorst,	flamand.	
Ways,	français.	
Westerloo,	flamand.	
Wytshaete,	—	

Sections ménagères agricoles primaires pour jeunes filles.

Appelterre,	flamand.
Baelegem,	—
Borsbeke,	—

Ecoles.	Langue véhiculaire.	Observations.
Brugellette,	français.	
Helmet,	français et flamand.	
Héverlé ter Banck,	français.	
Lede,	flamand.	
Ressegem,	français.	
Rondu,	—	
Salmchâteau,	—	
Vezon,	—	
Vorst,	flamand.	
Vladsloo,	—	
Zeelhem,	—	

II^e QUESTION.

L'enseignement du 4^e degré, en ce qui concerne l'agriculture, dépendra-t-il du Ministère de l'Agriculture?

Comment compte-t-on préparer le personnel enseignant pour donner cet enseignement?

Le Ministre dispose-t-il d'un personnel suffisamment préparé pour donner les leçons aux instituteurs et institutrices?

Ce personnel, formé dans des écoles exclusivement françaises, est-il en état de donner cet enseignement en langue flamande?

M. le Ministre juge-t-il que la création d'une *école supérieure moyenne* ayant la langue flamande comme langue véhiculaire s'impose?

RÉPONSE :

Le Ministère de l'Agriculture n'organise que l'enseignement agricole proprement dit, à l'usage de ceux qui, ayant achevé leur instruction générale, désirent se spécialiser en vue d'exercer la profession d'agriculteur.

J'estime que l'instruction générale primaire doit dépendre, comme par le passé, du Ministère des Sciences et des Arts, même après avoir reçu un développement qui aura notamment pour effet de rendre les enfants de la campagne aptes aux études spéciales agricoles.

Il appartient donc au département des Sciences et des Arts de prendre des mesures en vue de la préparation du personnel enseignant des écoles primaires.

Mon département ne dispose que du personnel nécessaire pour pourvoir aux besoins de l'enseignement agricole qui est dans ses attributions.

Certains membres de ce personnel pourraient cependant intervenir, si le département des Sciences et des Arts en voyait la nécessité, dans les mesures qui seront prises avant l'organisation du 4^e degré agricole, telles que l'élaboration des programmes et le choix des professeurs chargés de donner des leçons aux instituteurs et institutrices.

Déjà, des agronomes de l'Etat font partie des jurys qui examinent, chaque année, aux écoles normales de Gand et de Nivelles, les instituteurs désirant obtenir le certificat de capacité pour l'enseignement de l'agriculture dans les écoles rurales. Si, par suite de la plus grande importance donnée à cet enseignement, il devient nécessaire de multiplier les examens de ce genre, un plus grand nombre d'agronomes pourront sans inconvénient être appelés à prêter leur concours.

Il faut s'attendre aussi à ce que l'initiative privée s'occupe de la préparation des instituteurs. Les fonctionnaires compétents de mon département, notamment les inspecteurs de l'agriculture et les agronomes de l'Etat, pourront fournir des indications utiles à ceux qui voudront organiser l'enseignement dont il s'agit ici.

Actuellement, les agronomes de la région flamande du pays, formés dans les écoles supérieures, donnent aisément en flamand les leçons d'agriculture.

Il ne me paraît pas nécessaire de créer un nouveau degré d'enseignement agricole « supérieur moyen » ayant comme langue véhiculaire soit le flamand soit le français.

RÉORGANISATION DES COMICES AGRICOLES.

La question de la réorganisation des comices agricoles a été discutée au sein de la section centrale.

Il est utile à ce propos de rappeler, comme base de la discussion, l'exposé de la question, tel que j'ai eu l'honneur de le faire dans le rapport sur le budget de l'agriculture pour l'exercice 1901.

Après avoir signalé, d'une part, le mouvement considérable réalisé dans tous les domaines de la vie agricole par les associations libres, les ligues agricoles comptent déjà, il y a treize ans, 50,000 membres, les sociétés mutualistes d'assurance contre la mortalité des bêtes bovines plus de 57,000 membres, les syndicats libres d'achat plus de 51,000 membres, etc., je mentionnai les laiteries coopératives, les caisses Raiffeisen, les syndicats d'achat, les sociétés agricoles, avicoles; d'autre part, je signalai l'activité de la plupart des 155 comices du royaume, qui comptaient alors 27,400 membres, et je m'exprimai en ces termes :

« Chaque année, l'attention de la Chambre a été attirée sur la question de la réorganisation des comices.

» Il y a des comices fort prospères, qui déploient une activité digne de tous éloges, qui rendent aux cultivateurs de leur ressort les plus grands services.

» D'autres, au contraire, ont fort peu d'initiative, et leur existence ne s'est guère révélée par d'utiles travaux.

» Il s'en est suivi que les comices ont été l'objet de critiques souvent excessives et d'éloges pas toujours mérités par tous. On a même osé proposer leur suppression. Ce serait une grave erreur.

» Au moment où ils ont été créés, ils correspondaient à la situation du pays agricole.

» Les mettre en rapport avec la situation actuelle, telle doit être notre amique préoccupation.

» Or, ce qui distingue la situation actuelle de celle d'autrefois, c'est la multiplication des associations agricoles de toute nature.

» Celles-ci n'étaient guère connues à l'époque où les comices ont été institués, et il est naturel que le Gouvernement ait songé à suppléer à l'absence d'associations par la création des comices.

» Ceux-ci ont valu ce que valaient, au point de vue du rôle et des connaissances, les hommes qui les dirigeaient.

» Il en est qui ont été actifs et prospères, d'autres n'ont montré aucune initiative.

» Mais ce n'est pas parce qu'une institution présente des défauts ou son activité des lacunes qu'il faut la supprimer.

» Le vrai progrès consiste à remédier aux défauts existants, en laissant subsister ce que l'institution présente de bon.

» Appliquée aux comices, cette sage et prudente maxime, dont les gouvernements devraient toujours s'inspirer, nous indique d'une façon claire la voie dans laquelle nous devons nous engager.

» Le principal défaut de certains comices est de n'avoir pas pénétré suffisamment dans la vie agricole.

» Quelques-uns ont été le plus souvent des associations de personnes de toute profession, plutôt que des associations d'agriculteurs. Recrutés trop en dehors du monde de nos paysans, ils n'ont pas suffisamment correspondu à leurs besoins. Ils ne les ont pas compris et n'en ont pas été compris.

» Aux comices qui sont dans ce cas, nous n'en faisons pas un grief. Ils ont été moins coupables que victimes de leur origine et des circonstances au milieu desquelles ils sont nés.

» Qu'on en fasse l'émanation véritable du monde agricole et ils sont sauvés, en même temps qu'ils seront mis à même de rendre les plus grands services. Or, rien n'est plus simple, et différents membres de la section centrale croient répondre aux vues de la Chambre en exposant les grandes lignes d'un projet.

» Les circonscriptions actuelles des comices seraient maintenues. Elles resteraient cantonales. Il y aurait donc autant de comices qu'aujourd'hui, même davantage.

» Au sein de chaque comice prendraient place les délégués élus par les associations locales existant dans les différentes communes du canton.

» Chaque association désignerait un nombre de délégués en rapport avec le nombre de ses membres.

» L'ensemble de ces délégués nommerait le bureau du comice.

» L'ensemble des comices formerait la société provinciale d'agriculture dont le bureau serait élu soit par tous les membres du comice, soit par des délégués désignés à cet effet par les comices. Du même coup serait résolue la question tant débattue de la représentation des associations au sein du Conseil supérieur de l'agriculture. Il suffirait, en effet, de faire désigner par les associations provinciales les membres qui, avec les membres désignés par le Gouvernement, formeraient le Conseil supérieur.

» Pareille organisation est d'une simplicité absolue et paraît parfaitement adaptée à la situation actuelle de l'agriculture.

» Différents comices de la Flandre Orientale, les plus prospères du pays, ont déjà adopté une solution analogue, et on peut affirmer que leur succès tient à cet heureux accord entre l'organisme officiel et les associations créées par l'initiative privée. »

Ce sont ces idées, préconisées il y a treize ans, qui paraissent encore devoir servir de base à une discussion sur la réorganisation des comices agricoles.

*
* * *

Les unions professionnelles prennent un développement de plus en plus grand.

Il est évident que ces organismes rendraient des services plus importants encore, s'ils étaient autorisés à se livrer par eux-mêmes, à des entreprises commerciales, ce que leur interdit la loi du 51 mars 1898.

Cette question devrait être résolue à bref délai.

CHAPITRE IV.

LES LABORATOIRES D'ANALYSES.

Afin d'enrayer les fraudes dans le commerce des engrais et des denrées alimentaires pour le bétail, le Gouvernement a chargé les agronomes et les laboratoires d'analyses de l'Etat de prélever des échantillons de ces produits.

Cette mesure a donné d'excellents résultats. Dans l'intérêt de l'agriculture il importe que les falsificateurs soient dénoncés à la justice.

D'autre part, le Département de l'Agriculture a établi récemment une station de sélection de semences à l'Institut agricole de l'Etat, à Gembloux. L'amélioration des espèces végétales due à la science ne saurait être trop encouragée et il importe de donner une garantie sérieuse, sous ce rapport, aux cultivateurs.

*
* * *

Une organisation nouvelle « la station d'essai de semences de Louvain » mérite d'être signalée.

Elle est due exclusivement à l'initiative privée, grâce à des dons recueillis dans le monde agricole. Créée uniquement dans un but d'utilité publique, elle ne recherche aucun bénéfice.

Si cette utile institution pouvait compter sur l'appui du département de l'Agriculture, elle abaisserait le taux de ses analyses et l'usage de l'essai des semences se répandrait facilement.

Ces derniers mois, l'augmentation des demandes d'analyse fut telle qu'on a décidé d'augmenter le personnel et de compléter le matériel par l'achat de nouvelles étuves de germination, et de balances de précision.

L'intervention du département en faveur de cette heureuse innovation, serait profitable aux cultivateurs qui y font essayer leurs semences.

CHAPITRE V.

OFFICE HORTICOLE.

L'enseignement horticole se développe : les sections professionnelles, notamment, rendent de sérieux services et les demandes introduites au Département de l'Agriculture témoignent de la faveur croissante dont jouissent ces écoles auprès de nos populations rurales.

Les dernières statistiques publiées par le Département des Affaires Étrangères (période 1907-1914) proclament aussi l'extension que prend notre commerce horticole en général.

C'est surtout vers l'Allemagne, la France, les États-Unis et l'Angleterre que se dirigent les produits de l'horticulture belge. Sur un total de 60,004,797 fr. la valeur de nos exportations vers ces quatre pays se chiffre à 46 millions 408,658 francs.

L'Allemagne cependant est, sans contredit notre meilleur client : on lui a fourni pour une valeur de 17,796,405 francs, soit plus d'un tiers, du dernier chiffre cité ci-dessus.

D'après certaines évaluations, l'exportation totale des plantes horticoles de la Belgique s'est élevée, en 1912, à près de 14 millions. Pour la seule banlieue de Gand elle a dépassé 10 millions de francs la même année.

Il y a lieu de remarquer, cependant, que les exigences de l'étranger augmentent, et créent des obligations nouvelles au Gouvernement. Les mesures de garantie, édictées par quelques pays, notamment par les États-Unis, dans leur lutte contre les parasites animaux et végétaux, ont nécessité l'extension, en Belgique, du service phytopathologique, qui est chargé de la délivrance de certificats à joindre aux produits exportés.

* * *

Les sociétés horticoles de Belgique sont au nombre de plus de 200 et comptant au delà de 55,000 membres. Elles reçoivent un subside de 20,000 francs à distribuer entre les sociétés ayant organisé une exposition dans le courant de l'année.

Par suite du nombre croissant de ces expositions, on n'a pu distribuer cette année que 17 p. c. des dépenses *approuvées* par le comité.

D'où il résulte que beaucoup de sociétés comptant sur un subside égal à celui des années précédentes, clôturent leurs comptes en déficit.

Ne conviendrait-il pas, dès lors, de majorer ce crédit et de le porter à 30,000 francs (art. 31)?

Il serait très utile qu'une plus sérieuse inspection soit organisée pour les expositions horticoles. Les conseillers d'horticulture paraissent tout indiqués pour être chargés de ce service. Ceux-ci devraient être, au surplus, en rapport fréquents avec les présidents des fédérations provinciales.

CHAPITRE VI.

EAUX ET FORÊTS.

Le budget de 1914 prévoit une nouvelle majoration de crédit qui permettra de relever les traitements des brigadiers et gardes forestiers.

La section centrale est heureuse que cette légitime satisfaction puisse être donnée à des agents qui assurent avec zèle et intelligence la gestion et la surveillance des bois de l'Etat, des communes et des établissements publics.

CHAPITRE VII.

VOIRIE COMMUNALE ET COURS D'EAU.

Dans le rapport sur le budget de l'agriculture pour 1901, j'ai traité le régime du classement de la voirie en Belgique.

Il présente assez d'intérêt pour le reproduire. Voici comment je m'exprimais :

« La question de la voirie présente le plus grand intérêt.

» Au 31 décembre 1897, il y avait en Belgique :

9,180 kilomètres de routes de grandes communications,
soit 7,477 kilomètres de routes de l'Etat,
1,577 kilomètres de routes provinciales,
125 kilomètres de routes concédées.

» La voirie vicinale pavée ou empierrée comprenait 23,500 kilomètres ; chaque année, ce réseau acquiert, en moyenne, un développement de 280 kilomètres.

» Parallèlement à ce mouvement, le service de l'amélioration des *chemins agricoles* a permis de créer, de 1897 à ce jour, 1,500 kilomètres de voirie.

» Deux questions principales embrassent cette matière :

» I. — L'Etat fait-il les sacrifices nécessaires pour encourager le développement du réseau vicinal des voies de communication ?

» II. — Que fait l'Etat ou que devrait-il faire pour assurer la conservation et le bon entretien des voies existantes ?

» I. — En dix ans, une somme de 67 millions a été dépensée pour les travaux de voirie vicinale. Dans cette dépense, l'intervention de l'Etat a été de 40 %.

» Ces travaux ne comprennent pas les chemins agricoles améliorés ces dernières années.

» II. — L'entretien de ce vaste réseau, qui a coûté les sommes mentionnées et qui représente peut-être un capital d'un milliard, est abandonné aux administrations communales.

» La loi du 10 avril 1844 a fait de la voirie vicinale un service purement communal.

» Mais les chemins communaux sont-ils partout suffisamment entretenus ?

» Est-il juste que cette charge pèse uniquement sur les communes ?

» L'État peut-il se désintéresser de cette situation ?

» L'opinion s'est de plus en plus affirmée que cette question ne peut rester posée dans ces termes et que des mesures nouvelles s'imposent.

» Déjà certaines provinces sont intervenues, en consacrant chaque année un crédit pour subsidier l'entretien des chemins par les communes.

» On a proposé que l'État suive l'exemple de ces provinces et inscrive à son budget un crédit pour venir en aide aux communes dans l'entretien de la voirie.

» Mais une grave question préalable s'impose.

» Le régime des voies de communications divisées en trois catégories : routes de l'État, routes provinciales, chemins vicinaux, devrait être au préalable remanié.

» Ce classement est profondément vicieux et ne répond plus à la situation réelle des choses.

» Certaines communes n'ont sur leur territoire que des routes gouvernementales ou provinciales. Après avoir été dispensées de contribuer aux frais de premier établissement, elles n'ont, dès lors, point à se préoccuper de l'entretien de leur voirie.

» D'autres, au contraire, ne possèdent que des chemins vicinaux, dont elles ont assumé, pour une lourde part, les dépenses de construction et dont l'entretien leur incombe exclusivement.

» D'autre part, certaines routes de grande voirie ont beaucoup perdu de leur importance et pourraient être déclassées.

» Par contre, un grand nombre de chemins vicinaux ont acquis une importance bien plus considérable que les premières, et il est profondément injuste de faire supporter par une commune seule les frais d'entretien.

» Dans le pays entier, le trafic a considérablement augmenté.

» La construction d'une ligne de chemin de fer, d'une voie navigable, l'établissement d'une ligne vicinale ferrée, une nouvelle station ou halte de chemin de fer, voilà autant d'éléments qui influent sur l'importance du trafic de telle ou telle route.

» Partout, notamment à la campagne, le chemin pavé qui conduit à la gare est un chemin vicinal.

» Du reste, une circulaire ministérielle, en date du 28 mai 1892, signalait déjà cette situation.

» Cette circulaire est restée sans suite.

» La nécessité de pourvoir, par une réforme du régime de la voirie, aux inconvénients de la situation actuelle doit être reconnue.

» Diverses solutions ont été proposées :

» Souvent, au sein de la Chambre, on a demandé de faire reprendre par l'État tel ou tel chemin vicinal qui avait acquis une réelle importance.

» Pourquoi, en effet, mettre à charge exclusive d'une commune les frais de l'entretien d'une route qui supporte le trafic de toute une contrée?

» A défaut d'une reprise par l'État, on a proposé tout au moins la permutation de chemins entre l'État et la commune; si d'une part, des chemins vicinaux ont acquis une si grande importance, d'autre part, certaines routes de grande voirie, par des circonstances fortuites, ne présentent plus d'intérêt que pour les besoins des habitants d'une seule commune, voire même d'un seul hameau.

» Toutes ces solutions peuvent être avantageuses pour des cas isolés, mais ne résolvent pas la question. Elles ont du reste le grave défaut de se prêter assez mal à l'application des règles de l'équité et de la justice distributive.

» Le mal est plus profond, la réforme doit être plus radicale.

» Aussi une autre solution plus générale et sauvegardant tous les intérêts a été formulée.

» D'après cette solution, il n'y aurait plus que deux catégories de voies routières :

» La première, comprenant les chemins locaux, intérieurs, agricoles ou autres, d'*utilité locale* et qui resteraient exclusivement dans les mains des communes.

» La seconde, comprenant les voies de grandes communications, qu'elles soient routes de l'État, routes de la province ou chemins vicinaux de grande communication.

» Quant aux voies nouvelles, elles seraient construites uniformément à frais communs par les trois pouvoirs.

» La voirie entière ainsi fusionnée serait administrée sous un régime analogue à celui qu'ont créé l'article 24 de la loi du 10 avril 1841 pour les chemins situés dans la même province et l'article 28 de la même loi pour les chemins situés dans les communes appartenant à des provinces différentes.

» Les millions affectés chaque année, par l'État, à l'entretien de ses 7,000 kilomètres de routes iraient au fonds commun pour servir à l'entretien de la voirie. Chaque commune participerait aux dépenses dans la proportion de son intérêt, de même que la province.

» La section centrale, sans vouloir *hic et nunc* se prononcer d'une manière définitive sur ces différents problèmes, est unanime à demander une solution rationnelle nouvelle.

» Elle appelle spécialement l'attention du Gouvernement et du Parlement sur ce point important de la voirie. »

*
* * *

Néanmoins, la grande réforme de la nouvelle classification de la voirie n'est pas réalisée. Cependant, il faut reconnaître qu'un grand pas a été fait.

Le département de l'Agriculture indique toute la voirie de Belgique qui est susceptible d'être classée comme voirie de grande communication. Toutes les communes belges ont donc la faculté d'avoir sur leur territoire des routes qui peuvent obtenir de larges subsides pour leur réfection extraordinaire et pour leur entretien.

Pour obtenir cette faveur toutes les contrées du pays sont soumises à la même règle.

Pour la voirie communale classée comme voirie de grande communication, le Gouvernement accorde pour la réfection extraordinaire un subside de la moitié de la dépense ; les administrations provinciales un subside minimum d'un sixième, soit un total des deux tiers.

Pour l'entretien, on accorde un subside d'un tiers de l'Etat, d'un sixième de la province, soit un subside de 50 p. e. du montant de la dépense.

Cette modification pourtant si heureuse n'est pas encore suffisamment connue.

La route de grande communication traverse habituellement le territoire de différentes communes. C'est la Députation permanente, à la demande des administrations communales, qui la décrète d'utilité générale. Les travaux de réfection et d'entretien doivent se faire au moyen d'un travail d'ensemble. C'est pourquoi la Députation permanente est armée pour obliger certaines communes récalcitrantes à prêter leur concours. Mais cette contrainte est plutôt théorique que pratique. En fait, les Députations permanentes ne font usage de leurs pouvoirs que d'accord avec les communes.

Il est regrettable, alors que depuis quatre ans on a tant favorisé les chemins de grande communication de constater que peu de communes ont profité de ce régime.

Il est vivement à souhaiter qu'un effort soit tenté pour le répandre davantage.

*
* *

Le Gouvernement prend en ce moment des mesures pour engager soit par voie de conseil, soit sous forme de majoration de subside, les communes à rectifier et à élargir les chemins qu'on ne veut améliorer par une réfection extraordinaire.

On ne saurait assez l'engager à persévérer dans cette voie. L'élargissement des routes, des chemins, des voies de communication est de première nécessité en Belgique ; partout la mesure s'impose.

Le Gouvernement pour les routes de l'Etat, donne lui-même l'exemple, en les élargissant autant que possible.

*
* *

Un membre cependant fait observer que le Département des Travaux publics a des règles trop absolues en ce qui concerne les largeurs autorisées dans la voirie urbaine. On n'y autorise plus des rues de moins de 12 mètres. On doit, dit l'honorable membre, approuver cette mesure, mais il est des cas, très exceptionnels il est vrai, où on devrait pouvoir y déroger, notamment lorsque la situation réunit les trois conditions :

1° Que la rue est très courte ;

2° Qu'on veut réaliser l'assainissement d'un quartier ancien, où le terrain est fort cher ;

3° Que les constructions à y ériger ne dépassent pas plus d'un étage.

*
* *

L'an dernier j'ai mis en évidence, dans le rapport du budget pour l'exercice 1913, le vœu émis par le conseil supérieur de l'agriculture le 13 décembre 1913, et développé par le chevalier de Vrière.

Ce vœu était libellé en ces termes :

« Le conseil supérieur de l'agriculture exprime le vœu que les communes » rurales, dans le but de mieux sauvegarder l'avenir, usent largement du » droit de faire des plans d'alignement qui n'entraînent aucun paiement » immédiat d'indemnité et qui défendent de construire à une distance déter- » minée de l'axe des chemins.

» Le conseil supérieur exprime le vœu que les gouvernements provin- » ciaux et l'État s'entendent pour assister les communes, en les éclairant sur » le droit de faire des règlements d'alignement, en mettant à leur disposi- » tion le personnel des services techniques pour dresser les plans, ne fût-ce » qu'à titre d'indication, en assumant tout au moins partiellement les frais » de la confection des plans et en déterminant d'une façon précise la quote- » part payée à titre de subside dans les frais éventuels d'expropriation.

» Le conseil, tout en admettant que les pouvoirs obligent les particuliers » à bâtir à une certaine distance de la limite des chemins, insiste pour qu'en » tout cas aucun particulier ne soit privé de la jouissance partielle de sa » propriété sans une juste et préalable indemnité. »

La section centrale a jugé ce vœu comme étant trop légitime pour ne point le signaler.

Les ressources manquent aux communes pour payer les frais d'un élargissement immédiat, par la prise de possession des terrains limitrophes de tout chemin à élargir.

Mais grâce à la clause de bâtir en recul on sauvegarde l'avenir, et les pouvoirs publics ne devront pas, en cas d'élargissement des chemins, exproprier des immeubles bâtis. On peut y ajouter qu'au point de l'hygiène publique cette mesure doit être unanimement approuvée.

Il est utile que les administrations communales se préoccupent de cette situation.

*
* * *

Un membre regrette que le Gouvernement refuse l'autorisation aux administrations communales d'exploiter en régie certains services d'utilité publique. C'est ainsi que Bruxelles n'a pas été autorisé à exploiter un service de tramways circulant sur son territoire.

Ce membre est également d'avis, qu'il est regrettable que les régies communales ne puissent exploiter leur réseau au delà des limites de leur territoire, comme le cas s'est présenté déjà pour l'éclairage électrique et la force motrice.

TABLEAU B. — Travaux publics.

Différentes questions ont été posées par la section centrale.

I^{re} QUESTION.

M. le Ministre a annoncé une organisation nouvelle du corps des Ponts et Chaussées. D'après les bruits qui courent, cette réorganisation aurait des conséquences fâcheuses pour les ingénieurs.

La section centrale serait désireuse de savoir exactement ce qu'il en est.

RÉPONSE

Cette réorganisation n'aura aucune conséquence fâcheuse pour les ingénieurs. Elle donnera au contraire à ceux-ci, en les déchargeant de la menue besogne administrative, des fonctions plus appropriées aux connaissances scientifiques et techniques qu'ils ont acquises au cours de leurs longues et laborieuses études universitaires.

Non seulement ils ne subiront aucun préjudice matériel mais il y a lieu d'espérer que, lorsque la réforme aura reçu sa complète application, la situation des ingénieurs pourra être améliorée.

II^e QUESTION.

Les ingénieurs des Ponts et Chaussées sont recrutés par voie de concours.

Ces concours avaient lieu annuellement.

Cette année il n'y en a pas eu.

Y'en aura-t-il un l'an prochain?

Est-il vrai qu'il y a en ce moment au service de l'administration sept ingénieurs auxiliaires sans perspective d'avenir, qui attendent avec impatience de pouvoir participer au concours?

RÉPONSE.

Bien qu'un concours pour le recrutement des ingénieurs ait eu lieu chaque année, il est à remarquer que l'arrêté royal du 27 novembre 1903 relatif au recrutement des ingénieurs des Ponts et Chaussées, ne stipule pas le délai pour l'organisation de ces concours.

Ceux-ci n'ont lieu que selon les nécessités du service.

Il n'est pas possible de prévoir, dès maintenant, si un concours aura lieu en 1914.

Comme cela s'est toujours présenté, un certain nombre (7) d'ingénieurs font actuellement un stage à l'administration, en attendant soit un concours pour le recrutement d'ingénieurs du corps des Ponts et Chaussées, soit leur admission définitive à l'administration. D'autres, après avoir occupé une position semblable, se sont créés une situation dans l'industrie privée.

III^e QUESTION.

Les conducteurs des ponts et chaussées ont obtenu le relèvement de leur traitement maximum par arrêté royal du 24 mai 1912; de plus, une circulaire ministérielle a décidé que le nouveau barème consacré par le dit arrêté était établi de façon que ces fonctionnaires puissent atteindre le traitement de fin de carrière à l'âge de 60 ans.

Or, il paraît que la grande majorité des conducteurs attendent encore que les nouvelles dispositions leur soient appliquées.

Quand le nouveau barème sera-t-il appliqué dans l'esprit de la circulaire prérappelée?

RÉPONSE.

La circulaire ministérielle du 29 juin 1912 stipule que : « Le nouveau » barème d'avancement des conducteurs a été établi de manière telle qu'il » permet d'atteindre, en règle générale, vers l'âge de 60 ans, le traitement » de 7,200 francs comme fin de carrière.

» Le cas échéant, certains conducteurs, à raison de leur âge actuel, pourront bénéficier d'une augmentation de 500 francs au lieu de 250 francs. »
Ce barème reçoit son application régulière.

IV^e QUESTION.

Les cantonniers de l'Etat sont soumis à un barème de traitements qui paraît notoirement insuffisant.

M. le Ministre a bien voulu à plusieurs reprises annoncer que des études étaient poursuivies pour le relèvement de ce barème.

Peut-on espérer une prochaine solution ?

RÉPONSE.

Des arrêtés ministériels du 5 juin 1911 ont augmenté de 10 francs par mois les salaires des cantonniers des routes de l'État, ainsi que ceux des cantonniers des voies navigables administrées par l'État.

En outre, deux décisions, du 18 et du 24 mai 1912, allouent annuellement à tous les cantonniers ayant des enfants à leur charge, 40 francs par enfant âgé de moins de 14 ans, au-dessus de trois.

Telles sont les améliorations apportées à la situation des cantonniers de l'État à la suite des études visées dans la question.

Les cantonniers, ces utiles agents de l'Etat, insistent pour obtenir une amélioration de leur situation.

Ils signalent qu'un certain nombre de leurs collègues, déjà avancés en âge, n'ont aucun droit à la pension. Cette situation inquiète ces courageux ouvriers.

Comme ils doivent avoir une certaine instruction et une connaissance assez approfondie de leurs travaux, ils désirent ne plus être considérés comme ouvriers, et être désignés comme agents.

Leur salaire n'est plus en rapport avec les nécessités de l'existence. Ils sollicitent un salaire mensuel de 100 francs avec une légère augmentation tous les quatre ans ; de plus une indemnité de logement à allouer aux cantonniers qui doivent résider en ville, de 100 à 150 francs l'an d'après l'importance des villes.

Enfin, ils sollicitent quinze jours de congé par an, avec solde entière, pour pouvoir rendre visite à leur famille et soigner leur petite culture.

Ces demandes paraissent modérées et raisonnables.

V^e QUESTION.

Un membre demande où en est la question des lignes ferrées de Vivegnis-Haccourt et de Pontisse-Houtain et Haccourt.

RÉPONSE.

La demande introduite par la Société anonyme des Tramways Liégeois, en vue d'obtenir le prolongement, jusqu'à Haccourt, de la ligne allant de Liège (Place du Théâtre) à Herstal-Wandre-Vivegnis, a été rejetée, ce prolongement présentant tous les caractères d'un chemin de fer vicinal.

Le projet a été repris par la Société nationale des Chemins de fer Vicinaux.

Cette affaire concerne donc spécialement le Département des Chemins de fer.

VI^e QUESTION.

Un membre a constaté qu'on a remis en bon état certaines parties de la route de Liège à Visé (rive droite), mais que ces réparations ont surtout été exécutées en dehors des agglomérations. Il demande si l'on ne procédera pas prochainement aux réparations ou réfections des sections qui traversent les agglomérations, notamment à Wandre et Souverain-Wandre.

RÉPONSE.

Un cahier des charges a été demandé au service intéressé en vue de l'adjudication publique des travaux visés par l'honorable membre.

VII^e QUESTION.

Un membre demande si les négociations pour le rachat du pont d'Argenteau avec la société concessionnaire sont entamées.

RÉPONSE.

J'espère qu'un accord définitif en vue du rachat du pont d'Argenteau sera très prochainement fait avec la Société concessionnaire.

VIII^e QUESTION.

Le port de Gand, grâce aux travaux exécutés au canal de Terneuzen et aux installations maritimes de la ville, prend un très sérieux développement. Le tonnage à l'entrée dépassera cette année un million de tonnes, sans parler de la navigation fluviale.

D'autre part, de très nombreuses usines se sont établies sur les rives du canal, entre Gand et la frontière hollandaise; ces usines importent leurs matières premières ou exportent leurs produits en grande partie par Terneuzen.

Qu'un accident survienne à la nouvelle écluse, et tout le mouvement serait à peu près arrêté. Cette situation est des plus critiques et réclame une amélioration.

Il est indispensable que la construction d'une nouvelle écluse, prévue du reste dans la convention internationale, soit réalisée à bref délai.

M. le Ministre ne pourrait-il faire connaître à la section centrale à quelle époque les travaux seront entamés ?

RÉPONSE.

Il existe à Terneuzen trois écluses, ayant respectivement 8, 12 et 18 mètres de largeur. Ces écluses sont à même de faire face à un trafic considérable et, sous ce rapport, le canal de Gand à Terneuzen se trouve dans une situation privilégiée.

La plupart des canaux maritimes et des bassins des ports n'ont, en effet, qu'une seule écluse. En Belgique, il en est notamment ainsi pour le canal maritime de Bruges à Zeebrugge, pour le canal maritime de Bruxelles, pour les nouveaux bassins d'Ostende et pour le bassin à flot de Nieuport.

La nouvelle écluse dont il s'agit dans la question posée par la section centrale est évaluée à 6 millions de francs, et, pour échapper aux interruptions de navigation pouvant résulter d'un accident, la ville de Gand demande que cette écluse soit jumelle, ce qui doublerait à peu près le chiffre indiqué ci-dessus.

Le port de Gand n'est ouvert à la grande navigation que depuis la démolition de l'ancien pont-route de Selzaete, soit depuis moins d'un an. Il convient d'attendre, avant de décider de nouveaux travaux, que l'insuffisance de ceux qui existent soit démontrée. L'administration des ponts et chaussées a été chargée de faire une enquête à ce sujet.

IX^e QUESTION.

Il existe au port de Gand, une cale sèche construite par l'Etat et lui appartenant.

Elle est hors de service depuis quatre ou cinq ans.

A ce qu'il paraît, la réparation de cet ouvrage est presque impossible; elle coûterait plus qu'une reconstruction.

Quoi qu'il en soit, la situation actuelle ne pouvant perdurer, la section centrale désire savoir quelles mesures le Gouvernement compte prendre.

RÉPONSE.

Les travaux d'étanchement du radier de la petite cale sèche du port de Gand ont donné un résultat partiel. Mon département examine en ce moment le meilleur moyen de compléter ces travaux.

X^e QUESTION

La ville de Gand s'est imposée des sacrifices considérables pour créer une communication facile entre le centre de la ville et le quartier d'Akkergem.

Pour que ce travail produise tout son effet utile, il est indispensable que l'Etat construise un nouveau pont sur la Coupure, à l'intersection de la nouvelle artère.

Quand ce pont, promis depuis longtemps, sera-t-il construit ?

RÉPONSE.

Le type du nouveau pont, semblable à celui du pont des hospices sur le canal de Charleroi à Bruxelles, est arrêté. Les pièces du projet définitif sont en voie d'élaboration.

XI^e QUESTION.

La Société des Tramways électriques de Gand s'est mise d'accord avec l'administration communale pour compléter son réseau de voies ferrées.

Cinq demandes en concession adressées au Gouvernement, au cours de l'année 1912, sont encore toujours en souffrance.

Il en résulte un préjudice considérable pour les habitants de cette ville.

La Section centrale serait désireuse de savoir quand ces concessions seront accordées, notamment celles qui concernent plus spécialement le quartier d'Akkergem.

RÉPONSE.

Le département de l'Agriculture et des Travaux publics est saisi de cinq demandes en concession, à savoir :

I. — Prolongement de la ligne allant de la Porte de Bruxelles à la Porte d'Anvers, jusqu'au pont sur l'Escaut, à Mont-Saint-Amand.

II. — Ligne allant de la gare du Sud à la Porte de Bruges par la rue des Baguettes, la rue Plateau et la Coupure.

III. — Ligne allant de la place d'Armes à l'extrémité du boulevard de Rooigen (ligne d'Akkergem).

IV. — Extension : place Saint-Jacques à l'Entrepôt par le pont du Pré d'Amour et la rue du Congo.

V. — Prolongement de la Porte de la Colline à la rue Saint-Pierre-Alost par la chaussée de Swynaerde.

Les trois premières demandes sont soumises à l'avis des diverses administrations intéressées. Dès que le département de l'Agriculture et des

Travaux publics sera en possession de ces avis, il pourra être statué à ce sujet.

Quant aux extensions reprises sous les paragraphes IV et V ci-dessus, une décision interviendra très prochainement.

XII^e QUESTION.

Depuis de nombreuses années, l'administration communale et les industriels d'Eecloo sont en instance auprès du Département des Travaux publics pour qu'il soit procédé à l'exécution des travaux nécessaires pour permettre l'évacuation des eaux industrielles et des eaux d'égouts de la ville.

La situation actuelle est intolérable; elle est ruineuse pour les industriels, elle est dangereuse pour la salubrité publique.

La section centrale désièrerait savoir à qui incombe la responsabilité du retard anormal que subit l'exécution de ces travaux.

RÉPONSE.

Les travaux dont il s'agit doivent être exécutés par la ville d'Eecloo; mon Département n'intervient que par voie de subside.

Le projet dressé par la ville est soumis actuellement à l'examen de mon Département.

* * *

Dans le pays de Waes il y avait l'an passé encore sept routes concédées grevées de droits de barrières. La situation a été traitée dans le rapport de l'an dernier.

Trois de ces routes, à l'expiration de la concession, reviennent à l'Etat. Le Gouvernement négocie leur rachat. Bientôt elles seront supprimées. Cette nouvelle a été accueillie par toute la population avec une joie délirante.

Mais les quatre autres grevent des routes qui, à leur expiration, reviennent aux communes ! Les barrières qui grevent la route de Calloo à Beveren, grâce à l'initiative du Gouvernement et à l'intervention des communes intéressées, peuvent être supprimées.

La section centrale juge qu'il y a moyen de trouver une solution pour supprimer également les charges qui grevent la circulation sur ces chemins et de rendre ainsi aux populations rurales du pays de Waes le plus grand service.

* * *

La section centrale n'a pas cru devoir s'arrêter à la construction du tunnel sous l'Escaut au droit d'Anvers.

Il résulte des déclarations ministérielles, lors de l'interpellation de M. Royers, que le plan est fort avancé et que sous peu il pourra être communiqué.

On attend de la discussion du Budget de plus amples renseignements.

* * *

Le Budget a été voté par 5 voix contre 1 abstention.

Le Rapporteur,
A. RAEMDONCK.

Le Président,
Alph. HARMIGNIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1914.

Begrooting van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken
voor het dienstjaar 1914 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RAEMDONCK.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Landbouw en Openbare Werken voor het jaar 1914 bedraagt 55,139,424 frank, zijnde 2,896,185 frank minder dan het vorige jaar.

A. De gewone uitgaven der diensten van den Landbouw bedragen 12,818,924 frank en van de Openbare Werken 20,250,500 frank, te zamen 53,069,424 frank; er is dus eene vermeerdering van 1,209,317 frank.

B. De uitzonderlijke uitgaven der diensten van den Landbouw bedragen 46,000 frank en van de Openbare Werken 2,024,000 frank, te zamen 2,070,000 frank; er is dus eene vermindering van 4,103,500 frank.

De totale vermindering der Begrooting bedraagt bijgevolg, voor 1914, 2,896,185 frank.

Men dient evenwel aan te merken dat de gewone uitgaven van de Begrooting hebben toegenomen en dat, zoo het geheel bedrag der uitgaven verminderde, deze vermindering enkel te danken is aan de uitzonderlijke uitgaven.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

TABEL A : Diensten van den Landbouw.

De Begrooting van Landbouw en Openbare Werken voor 1913 werd in de Kamer breedvoerig en grondig behandeld.

Het is te vreezen dat het Parlement, wegens het onvermijdelijk korte zittingsjaar en de overladen dagorde, de begrooting voor 1914 niet omstandig genoeg zal kunnen onderzoeken.

(1) Begrooting, n^o 4^{XIII}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren De Coster, Braun, de Wouters d'Oplinter, Camiel Huysmans, Vandeperre en Raemdonck.

Daarom besliste de Middenafdeeling dat verschillende vraagpunten van algemeen belang in het Verslag dienden behandeld te worden.

HOOFDSTUK I.

DE LANDBOUWBEWEGING IN BELGIË IN 1913.

Het verloop van jaar is gekenmerkt door sommige beteekenisvolle gebeurtenissen ten aanzien van den vooruitgang op landbouwgebied, welke vooruitgang meestal te danken is aan het initiatief of aan de tussenkomst van het Departement van Landbouw.

Vermelden wij, onder andere, de instelling van de Commissie voor de ontginning van braaklanden, — de oprichting van het « Moderne Dorp » op de Wereldtentoonstelling te Gent, — de internationale congressen van landbouw, van boerenbonden, van zuivelnijverheid en koeltechniek, tuinbouw, huishoudonderwijs, enz.

Zelfs de schoolwet moet worden beschouwd als eene gebeurtenis van hooge beteekenis voor den vooruitgang van ons platteland.

* * *

De Commissie voor de ontginning van braaklanden, in 1900 opgericht tot het bestudeeren van de Kempen ten opzichte van de bebossching, had een omvangrijk programma van in die streek te ondernemen verbeteringswerken. Na het indienen van een eerste verslag, kwam deze Commissie niet meer bijeen.

In 1912 prees de Minister van Landbouw het tot stand brengen van eene omvangrijke instelling aan, die gelast zou zijn het vroeger opgemaakt programma uit te voeren, niet alleen met het oog op de Kempen, maar ook op de Ardennen.

Die Commissie werd ingesteld bij ministerieel besluit van 5 September 1912 en het voorzitterschap daarvan werd opgedragen aan ons medelid, den heer Tibbant.

Men legde zich toe op het onderzoek zoowel van de vraagpunten betreffende de *ontginning* zelve, als van die betreffende de *wegenis*, het beheer der *wateren*, het te waarde maken van *gemeentegronden*, de *particuliere eigendommen*, het aanmoedigen van de werking der *vereeniging* in zake ontginning, inrichting van de propaganda, enz.

* *

Het *Moderne Dorp* was wel het meest aanschouwelijke landbouwbetoog dat men kon te zien krijgen. In een midden van leven en werkelijkheid waren daar samengebracht al de verbeteringen door de landbouwwetenschap verwezenlijkt zoowel in zuiver economisch als in esthetisch en sociaal opzicht.

* *

Het X^{de} Internationaal Landbouwcongres, in de Tentoonstelling van Gent gehouden, was buitengewoon belangrijk. De *landelijke huishoudkunde*, de *landbouwwetenschappen*, de *bijzondere teelten* en het *landbouwkundig onderwijs*, de *dierlijke huishoudkunde*, de *landelijke bouwkunst*, de *boschcultuur* gaven respectievelijk aanleiding tot grondige debatten in de vijf afdeelingen van het Congres.

Talrijk waren er de vreemde afvaardigingen vertegenwoordigd.

Met Gent tot zetelplaats te kiezen voor het X^e Congres, wilde de Commissie « de aanhoudende pogingen erkennen van een volk dat, binnen enge grenzen samengepakt, zich in de samenwerking der natiën eene plaats wist te veroveren waarvan het Congres een nieuw bewijs uitmaakte » (1).

De heer Méline, voorzitter van de internationale landbouwcommissie (2), huldigde de oprichting van het Congres, het tweede dat in België eene gewaardeerde gastvrijheid genoot en waar de deelneming der Belgen als het klaarblijkendst bewijs geldt van de leefbaarheid van onze vooruitstrevig op landbouwgebied.

* * *

Aan de *Nationale Zuivelmaatschappij* en aan de *Commissie der koeltechniek* heeft men te danken dat in België het *Internationaal Congres der zuivelbereiding en koeltechniek* plaats had. Daar werd breedvoerig gehandeld over de samenwerkende melkerij, het toezicht over de melk, de hoornveeexploitatie, de toepassing der *koeltechniek* in de melkerij, boter- en kaasfabricatie. Zoo België vermocht eenige lessen van vooruitstrevig te ontleenen aan de ondervinding van de groote naburige landen, kon het anderzijds fier nederzien op het werk der samenwerkende melkerij dat te onzent zoo ijverig wordt betracht.

* * *

Het Internationaal Congres voor Tuinbouw dat ook, onder de bescherming van een Belgischen bond werd ingericht, verrichtte nuttig werk en stelde, tot besluit van zijne debatten, eene internationale Commissie in voor tuinbouw.

* * *

Het III^e Internationaal Congres van de Boerinnenbonden, nogmaals te danken aan het Belgisch initiatief, vertrouwde aan zijne 1^{ste} afdeeling het onderzoek van het vraagpunt betreffende de vorming van de *leiders der Boerinnenbonden* ;

Aan de 2^{de} afdeeling, de punten betreffende de bijzonderheden van het melkerijbedrijf en van de boekhouding in de landbouwhuishoudkunde, van het onderwijs van huishouding en van tuinbouw aan de dorpsmeisjes ;

Aan de 3^{de} afdeeling, het vraagpunt betreffende de huiselijke opvoeding en de vakopleiding der dorpsmeisjes ; al vraagpunten die het eigenbestaan

(1) Voorzittersrede van Bo^x van der Bruggen.

(2) Openingsrede van den heer Méline.

en de maatschappelijke verheffing van de landelijke bevolking aanbelangen.

Het II^e Internationaal Congres voor huishoudelijk onderwijs handelde over vier punten waarvan het eene al even belangwekkend was als het andere : het huishoudonderwijs in den huiskring en in de lagere school ; het onderwijs aan volwassenen ; de opleiding van het onderwijzend personeel ; het onderwijs in maatschappelijk opzicht.

Het huishoudonderwijs in de buitengemeenten werd er niet uit het oog verloren.

HOOFDSTUK III.

DE VEEPRIJSKAMPEN.

Past het de veeprijskampen te onderwerpen aan een critisch onderzoek ten einde het nuttig nitwerksel daarvan te wijzigen en te verbeteren ?

Daarop moet men bevestigend antwoorden.

De opbrengst van de veeteelt vermeerderen, daarin bestond steeds de bezorgheid van de Regeering. Talrijke middelen worden gebezigd om de veeteelt te doen toenemen en dezelve uit te breiden ; een van die middelen is de inrichting van veeprijskampen.

Reeds werden over hunne inrichting eenige bezwaren geopperd in een vroeger verslag van den heer Maenhaut. Het schijnt mij nuttig daarop weer te komen. Twee bezwaren werden tegen deze prijskampen opgeworpen :

Het eerste is dat zij er slechts de minderheid van onze veekweekers doen belang in stellen en met eene geringe verhouding van teeltdieren.

Eenige kweekers, dezelfde in meest al de gemeenten, stellen, gedurende eenige jaren, hunne beste dieren, gewoonlijk dezelfde, steeds weinig in getal, ten toon.

De tweede kritiek betreft de wijze waarop de tentoongestelde dieren worden beoordeeld. In de huidige prijskampen worden de schoonste producten bekroond. 't Zijn niet altijd de beste. Het beste stuk hoornvee is hetgeen, voor eene normale exploitatie, het meeste profijt aan zijn eigenaar oplevert ; de ware goede koe is degene, die voor een minimum van onderhoudskosten, een maximum van winsten afwerpt.

Dat is niet de opvatting van hen die tot zending hebben de goede dieren, in de stalwedstrijden ten toon gesteld, te doen uitblinken.

Dezen betrachten geen ander doel dan prachtvee te bekomen. Zij stooten het schoone dier vooruit zonder zich genoegzaam te bekommeren of dat bekroond dier voor zijn eigenaar wel degelijk een werktuig is dat in melken en boterwinsten het voedsel omzet dat het ontvangt.

Daaruit volgt, dat de veeprijskampen geen aanschouwelijk betoog zijn van redematige veeteeltkunde ; in deze prijskampen worden geene bewijsvoeringen gedaan over de innerlijke hoedanigheden van de bekroonde dieren.

De Regeering is er om bezorgd, de veeteelt te verbeteren en meer winstgevend te maken.

Men weet welke pogingen werden aangewend door het Departement van Landbouw om de toepassing van de regelen betreffende de stalhygiëne te

verbreiden. Men weet welke goede uitslagen de stalprijskampen opleveren ; men waardeert den strijd tegen sommige aanstekelijke ziekten, het schurft, de longontsteking, en de gedane pogingen om de verwoestingen van het mond- en klauwzeer te verwijderen of te beperken. De talrijke proefnemingen door het Departement van Landbouw gedaan om de beginselen der redematige en economische voeding te verbreiden, verdienen allen lof.

Deze aanhoudende bezorgdheid al de maatregelen te verwezenlijken tot verbetering der veeteelt, zal de Regeering er toe aanzetten eene betere regeling van de stalwedstrijden te betrachten.

Sommigen zijn van gevoelen dat de veeprijskampen ten doel zouden moeten hebben, veeleer eene goede veeteelt dan een afzonderlijk dier in 't licht te stellen. Deze teelt zou kunnen nagegaan worden niet alleen onder opzicht van de uiterlijke vormen van de dieren die er aan onderworpen zijn, maar vooral met het oog op de wezenlijke waarde van die dieren, te weten : de geschiktheid die zij hebben om het hun toegediende voedsel economischerwijs in melk, boter of vleesch te verwerken.

De aldus opgevatte prijskampen zouden voor eenieder toegankelijk zijn. De kleine veekweekers zoowel als de groote zouden kunnen doen blijken dat zij eene redematige teelt toepassen, en een veel aanzienlijker getal kweekers zouden met bevoegde keurders in aanraking zijn. Deze laatsten zouden zich niet meer uitsluitend bezig houden met dieren die als de beste gekend zijn, maar ook met middelsoortige voor welke de vooruitgang 't gemakkelijkste is.

Reeds werden in eenige gemeenten van het land, gedeeltelijk, prijskampen in dien zin ingericht; zij leverden uitmuntende uitslagen op.

Landbouwwonderwijs.

De volgende vragen werden tot de Regeering gericht :

1^o VRAAG.

Kan de Minister ons zeggen, of er nog andere scholen bestaan dan die hier worden opgesomd :

I. *Hooger onderwijs :*

- a) Veeartsenijschool van den Staat ;
- b) Landbouwinstituut te Gemblours ;
- c) Landbouwkundig instituut der Hoogeschool van Leuven.

II. *Middelbaar landbouwwonderwijs :*

A. *LANDBOUW :*

- a) Instituut van Hoei ;
- b) Landbouwschool te Carlsbourg en te La Louvière ;
- c) Middelbare scholen; hoeveel? waar zijn zij gelegen?
- d) Leergangen in de athenaea; waar? in de middelbare scholen; waar?

B. Tuinbouw :

- a) Scholen van Vilvoorde en van Gent ;
- b) Gesubsidieerde scholen.

III. Landbouwhuishoudscholen

- a) Héverlé : school van den hoogereren graad ;
- b) Gesubsidieerde scholen ;
- c) Tijdelijke scholen.

IV. Lager landbouwonderwijs :

- a) Landbouw ;
- b) Tuinbouw

*V. Scholen voor volwassenen.**VI. Aantal voordrachten : Vlaamsche? Fransche?*

2° In welke van die scholen wordt tot voertaal gebruikt :

- a) Het Fransch ?
- b) Het Vlaamsch ?

3° Zijn er Waalsche scholen waar eenige leergangen in 't Vlaamsch worden gegeven? Welke scholen? Welke leergangen? Vlaamsche scholen waar eenige leergangen in 't Fransch worden gegeven? Welke scholen? Welke leergangen?

4° Hoeveel voordrachten werden er gegeven in 1912 :

- a) Vlaamsche ?
- b) Fransche?

ANTWOORD.

I. Voor het hooger landbouwonderwijs bestaan er geene andere inrichtingen dan die in de vraag zijn vermeld,

De volgende scholen, leergangen en voordrachten van de andere graden werden ondersteund door het Departement van Landbouw.

*II. Middelbaar onderwijs ;**A. — LANDBOUW.*

- a) Practische middelbare landbouwschool van den Staat, te Hoei ;
- b) Gesubsidieerde middelbare landbouwscholen van Carlsbourg, La Louvière en Leuze ;
- c) Gesubsidieerde middelbare landbouwfafdeelingen van Aarschot, Avelghem, Buggenhout, Kapelle-op-den-Bosch, Chimay, Dinant, Ellezelles, Edingen, Fleurus, Florennes, Hal, Hasselt, Nieuwpoort, Opwyck, Sint-Truiden, Schadeek-Attert, Sottegem, Thielt, Thuin, Thienen, Tongeren, Virton, Visé, Borgworm, Waterloo, Waver ;
- d) 1° Leergangen gegeven in de middelbare Staatsscholen in 1912-1913 : Aarschot, Aalst, Andenne, Beaumont, Beauraing, Binche, Boom, Châtelet,

Couvin, Diest, Dinant, Fleurus, Flobecq, Florennes, Fontaine-l'Évêque, Fosses, Gosselies, Hasselt, Houdeng-Aimeries, Hoei, Geldenaken, Jumet, Laken, Limburg, Lokeren, Maaseik, Bergen, Neufchâteau, Péruwelz, Philippeville, Rœulx, Rochefort, Saint-Ghislain, Sint-Nicolaas, Sint-Truiden, Seraing, Zinnik, Spa, Stavelot, Turnhout, Vilvoorde, Virton, Walcourt, Borgworm, Waver;

2^o Leergangen gegeven in de athenaca in 1912-1913 : Antwerpen en Chimay;

3^o Leergangen gegeven in de vrije middelbare scholen van : Aarschot, Aalst, Aarlen, Ath, Aywaille, Bastenaken, Binche, Beeringen, Blankenberghe, Bockryck-Hasselt, Bonne-Espérance, Bouillon-sur-Semois, Brée, Carlsbourg, Chimay, Ciney, Deynze, Dolhain, Eecloo, Floreffe, Florennes, Hamut, Hasselt, Herve, Maaseik, Maldegem, Meehelen, Malonne, Marche, Moll, Ninove, Nijvel, Neerpelt, Oostende (Sint-Vincentius-college), Oostende (O. L. Vrouw-College), Peer, Rochefort, Roeselare, Sint-Nicolaas (Sint-Jozefs-College), Sint-Nicolaas (klein seminarie), Sint-Truiden (klein seminarie), Sint-Truiden (aangenomen normaalschool), Sint-Roch, Saint-Roch-Ferrières, Selzaete, Zinnik, Stavelot, Dendermonde, Thielt, Thourout, Thienen, Tongeren, Visé, Borgworm, Wetteren, Yper;

4^o Tijdelijke landbouwberoepsscholen van den Staat voor jongelieden in 1913 : Brecht, Geldenaken, Clavier, Lille (Sint-Huibrechts), Herck-de-Stad, Namen (1), Marienburg, Borgworm, Chimay (1), Gheel, Fontaine-l'Évêque, Overpelt;

5^o Tijdelijke landbouwmechaniekscholen van den Staat voor jongelieden in 1913 : Geldenaken, Borgworm, Namen (1), Waver, Landen.

B. — TUINBOUW.

a) Middelbare scholen van den Staat : Gent en Vilvoorde;

b) Gesubsidieerde scholen : Bergen, Luik, Carlsbourg, Doornik.

III. — Landbouwhuishoudscholen.

a) en b) Gesubsidieerde landbouwhuishoudscholen : Héverlé (landbouwschool van den hooger grad voor meisjes), Bastenaken, Berlaar, Bouchout, Brugelette, Celles, Champion, Cortemark, Gooreind-Wuestwezel, Gyseghem, Herve, Héverlé, Maulde, Overysse, 's Gravenwezel, Virton, Onze-lieve-Vrouwe-Waver.

Gesubsidieerde landbouwhuishoudafdeelingen te : Geldenaken, Tessenloot en Borgworm;

c) In 1913 werden er landbouwhuishoudscholen gehouden te : Gheel, Calmpthout (1), Geet-Betz (1), Thourout (1), Belleghem, Lede, Everghem, Huyse, Nollenvaux, Forrières (1) Waret-l'Évêque, Lille (Sint-Huibrechts), Falaën, Mohiville, Olsene, Saint-Gérard (1), Sensenruth, Rulles-Marbehan, Turnhout, Matagne-la-Petite, Brée (1), Léglise, Gent, Clavier, Aarschot, Herchies, Romerée, Westerloo, Duffel, Iseghem, Jehay-Bodegnée, Mont-Saint-Guibert.

(1) Twee reeksen van leergangen

IV. — *Bijzonder lager onderwijs.*

a) LANDBOUW.

1^o Lagere landbouwberoepsafdeelingen voor jongens : Ath, Aywaille, Bassevelde, Bauvechain, Becquevoort, Bergilers, Bierbeek, s' Graven Brakel, Brugelette, Bury, Celles, Court-Saint-Etienne, Dilbeek, Eecloo, Edingen, Florennes, Huldenberg, Langemark, Londerzeel, Moll, Nodebais, Olmen, Overysse, Proven, Reckem, Ruysselede, Saint-Georges-sur-Meuse, Sint-Gillis-Waas, Thielen, Thuin, Thienen, Thienen (provinciale school), Verlaine, Vorst, Ways, Westerloo, Wytschaete;

2^o Lagere landbouwhuishoudafdeelingen voor meisjes: Appelterre, Baelegem, Borsbeke, Brugelette, Helmet, Héverlé, Ter Banck, Lede, Ressegem, Rondu, Salm-Château, Vezon, Vorst, Vladsloo, Zeelhem.

b) TUINBOUW.

48 gesubsidieerde tijdelijke tuinbouwscholen of -afdeelingen van den lagere grad of voor volwassenen.

V. — *Scholen voor volwassenen.*

Dit zijn de bovengenoemde beroepslandbouw afdeelingen van den lagere grad.

Vbis. — *Gesubsidieerde landbouwmechaniekscholen.*

Avelghem, Edingen, Fleurus, Leuze, Bergen,

VI. — 1^o *Getal voordrachten.*

	Getal voordrachten :	
	Fransche.	Vlaamsche.
Landbouwleergang voor volwassenen .	1,555	1,298
Leergangen van pluimveeteelt . . .	258	206
Leergangen van bijenteelt	215	197
Leergangen aan de militairen . . .	154	508
Voordrachten van tuinbouw. . . .	1,958	1,508

2^o en 3^o A. — LANDBOUW.

In algemeenen regel wordt het landbouwonderwijs gegeven in de Vlaamsche taal in de scholen van het Vlaamsche land en in de Fransche taal in de scholen van het Walenland.

B. — TUINBOUW.

2^o In de tuinbouwschool te Gent wordt het onderwijs gegeven in de Vlaamsche taal, behalve de leergangen van boekhouden, van landmeetkunst en van koophandel die in de Fransche taal worden onderwezen. Anderdeels bestaat er een leergang van Fransch. De school van Vilvoorde bestaat uit

twee afdeelingen : eene Fransche en eene Vlaamsche. In de middelbare tuinbouwscholen van Luik, Bergen, Doornik en Carlsbourg wordt het onderwijs uitsluitend in de Fransche taal gegeven.

3^o De 48 gesubsidieerde tijdelijke tuinbouwscholen of afdeelingen van den lageren graad zijn verdeeld als volgt : 14 Fransche en 34 Vlaamsche.

a) Onderwijs uitsluitend in 't Fransch gegeven.

Scholen van Rondu (Remagne), Charleroi, Wasseiges, Horion-Hozémont, La Louvière, Borgworm, Verviers, Namen, La Hulpe, Tihange, Binche, Seraing, Luik, Lesdain.

b) Onderwijs uitsluitend in het Vlaamsch gegeven.

Scholen van Overysche (meisjes), Leuven, Lokeren, Antwerpen, Knesselare, Wetteren, Hoëylaert, Opwyck, Aalst, Mechelen, Roeselare, Boschvoorde, Laken, Haecht, Bilsen, Sint-Truiden. Zele, Avelghem, Craybeke, Loochristy, Berlaar, Meirelbeke, Sint-Amandsberg, Calmpthout, Oostende, Overrysche (jongens), Wesemaal, Turnhout, Hekelgem (Affligem), Betecom, Berchem-Sinte-Agatha, Zwynaarde, Brugge en Lebbeke.

4^o a) en b). Zie n^o VI hiervoren.

Als gevolg op dit antwoord stelt de Middenafdeeling eene nieuwe vraag luidende :

Welke zijn de scholen, afhangende van het Ministerie van Landbouw, waar de Vlaamsche taal de voertaal is ?

Wil de Minister den naam opgegeven van al de scholen met vermelding van de taal die er als voertaal dient ?

ANTWOORD.

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen.
Staatsveeartsenijschool, Cureghem.	Fransch.	
Staatslandbouwinstituut te Gembloers.	—	
Practische middelbare Staatslandbouwschool te Hoei.	—	
Gesubsidieerde middel- bare landbouwscholen :		
Carlsbourg,	—	
La Louvière,	—	
Leuze,	—	

Gesubsidieerde middelbare landbouwfdeelingen.

Aarschot,	Vlaamsch.
Avelghem,	—
Buggenhout,	Fransch-Vlaamsch.
Kappelle-op-den-Bosch,	Vlaamsch.
Chimay,	Fransch.

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen.
Dinant,	Fransch.	
Ellezelles,	—	
Edingen,	—	
Fleurus,	—	
Florennes,	—	
Hal,	Fransch-Vlaamsch.	
Hasselt,	Fransch.	
Nieuwpoort,	Vlaamsch.	
Opwyck,	—	
Sint-Truiden,	Fransch.	
Schadeck-Attert,	—	
Sottegem,	Vlaamsch.	(Dierkunde, natuurkunde en vee- teelkunde, in 't Fransch.)
Thielt,	Vlaamsch.	
Thuin,	Fransch.	
Thienen,	—	
Tongeren,	Vlaamsch.	
Virton,	Fransch.	
Visé,	—	
Borgworm,	—	
Waterloo,	—	
Waver,	—	

Leergang van landbouwkunde in de middelbare Staatsscholen.

Aarschot,	Vlaamsch.
Aalst,	—
Andenne,	Fransch.
Beaumont,	—
Beauraing,	—
Binche,	—
Boom,	Vlaamsch.
Châtelet,	Fransch.
Couvin,	—
Diest,	Vlaamsch.
Dinant,	Fransch.
Fleurus,	—
Flobecq,	—
Florennes,	—
Fontaine-l'Evêque,	—
Fosses,	—
Gosselies,	—
Hasselt,	Vlaamsch.
Houdeng-Aimeries,	Fransch.
Hoei,	—

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen.
—	—	—
Geldenaken,	Fransch.	
Jumet,	—	
Laken,	Fransch-Vlaamsch.	
Limburg,	Fransch.	
Lokeren,	Vlaamsch.	
Maaseik,	—	
Bergen,	Fransch.	
Neufchâteau,	—	
Péruwelz,	—	
Philippeville,	—	
Rœulx,	—	
Rochefort,	—	
Saint-Ghislain,	—	
Sint-Nicolaas,	Vlaamsch.	
Sint-Truiden,	—	
Seraing,	Fransch.	
Zinnik,	—	
Spa,	—	
Stavelot,	—	
Turnhout,	Vlaamsch.	
Vilvoorde,	Fransch.	
Virton,	—	
Walcourt,	—	
Borgworm,	—	
Waver,	—	
<i>Leergangen in de athenaea,</i>		
Antwerpen,	Vlaamsch.	
Chimay,	Fransch.	
<i>Leergangen in de vrije middelbare scholen.</i>		
Aarschot,	Vlaamsch.	
Aalst,	—	
Aarlen,	Fransch.	
Ath,	—	
Aywaille,	—	
Bastenaken,	—	
Binche,	—	
Beeringen,	Vlaamsch.	
Blankenberghe,	—	
Bockryck,	Fransch.	
Bonne-Espérance,	—	
Bouillon-sur-Semois,	—	
Brée,	Vlaamsch.	(Scheikunde en veeteeltkunde, in 't Fransch.)

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen.
Carlsbourg,	Fransch.	
Chimay,	—	
Ciney,	—	
Deynze,	Vlaamsch.	(Voor de Waalsche leerlingen worden de lessen in het Fransch samengevat.)
Dolhain,	Fransch.	
Eecloo,	Vlaamsch.	
Floreffe,	Fransch.	
Hannut	—	
Florennes,	—	
Hasselt,	Fransch.	
Herve,	—	
Maaseik,	Vlaamsch.	
Maldegem,	—	
Mechelen,	Fransch.	
Malonne,	—	
Marche,	—	
Moll,	Vlaamsch-Fransch.	
Ninove,	Vlaamsch	(Natuurkunde, in het Fransch).
Nijvel,	Fransch.	
Neerpelt,	Vlaamsch.	
Oostende (Sint-Vincen- tius-College),	—	
Oostende (O.-L.-Vrouw- College),	Fransch.	
Peer,	Vlaamsch.	
Rochefort,	Fransch.	
Roeselare,	Vlaamsch.	
Sint-Nicolaas (Sint-Jozefs- College),	Fransch.	
Sint-Nicolaas (Aangeno- men Normaalschool),	Vlaamsch.	
Sint-Nicolaas (Klein Se- minarie),	—	
Sint-Truiden (Klein Se- minarie),	Fransch.	
Sint-Truiden (Aangeno- men Normaalschool),	Vlaamsch.	
Saint-Roch-Ferrières (Bij- zondere leergang),	Fransch.	
Saint-Roch-Ferrières,	—	
Selzaete,	Vlaamsch.	
Zinnik,	Fransch.	
Stavelot,	—	

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen.
Dendermonde,	Vlaamsch.	—
Thielt,	—	
Thourout,	—	
Thienen,	Fransch.	
Tongeren,	Vlaamsch.	
Visé,	Fransch.	
Borgworm,	—	
Wetteren,	Vlaamsch.	
Iper,	—	

Tijdelijke beroepslandbouwscholen van den Staat.

Brecht.	Vlaamsch.
Geldenaken,	Fransch.
Clavier,	—
Lille (Sint-Huibrechts)	Vlaamsch.
Herck-de-Stad,	—
Namen,	Fransch.
Mariembourg,	—
Borgworm,	—
Chimay,	—
Gheel,	Vlaamsch
Fontaine-l'Evêque,	Fransch.
Overpelt,	Vlaamsch.

Tijdelijke landbouwmechaniekscholen van den Staat.

Geldenaken,	Fransch.	
Borgworm,	—	
Namen,	—	
Waver,	—	
Landen,	Vlaamsch-Fransch.	Te Landen bestonden er te ge- lijker tijd eene Fransche en eene Vlaamsche afdeeling.

Landbouwhuishoudscholen.

Héverlé,	Fransch-Vlaamsch.
Bastenaken,	Fransch.
Berlaar,	Vlaamsch.
Bouchout,	Vlaamsch-Fransch.
Brugelette,	Fransch.
Celles,	—
Champion,	—
Cortemarck,	Vlaamsch.
Gooreind-Wuestwezel,	—
Gysegem,	—

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen
Herve,	Fransch.	—
Maulde,	—	
Overysse,	Vlaamsch.	
's Gravenwezel,	—	samenvatting in 't Fransch.
Virton,	Fransch.	
Onze-Lieve-Vrouwe-Waver,	—	

Landbouwhuishoudkundige afdeelingen.

Geldenaken,	Fransch.
Tessenderloo,	Vlaamsch.
Borgworm,	Fransch.

Tijdelijke landbouwhuishoudscholen.

Gheel,	Vlaamsch.
Calmphout.	—
Geet-Betz,	—
Thourout,	—
Belleghem,	—
Lede,	—
Evergem,	—
Huyse,	—
Nolleaux,	Fransch.
Forrières,	—
Waret-P'Evêque,	—
Lille, (Sint-Huibrechts)	Vlaamsch.
Falaën,	Fransch.
Mohiville,	—
Olsene,	Vlaamsch.
Saint-Gérard,	Fransch.
Sensenruth,	—
Rulles-Marbehan,	—
Turnhout,	Vlaamsch.
Matagne-la-Petite,	Fransch.
Brée,	Vlaamsch.
Léglise,	Fransch.
Gent,	Vlaamsch.
Clavier,	Fransch.
Aarschot,	Vlaamsch.
Herchies,	Fransch.
Romerée,	—
Westerloo,	Vlaamsch.
Duffel,	—
Iseghem,	—
Jehay-Bodegnée,	Fransch.
Mont-Saint-Guibert,	—

Lagere landbouwberoepsafdeelingen voor jongens.

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen.
Ath,	Fransch.	
Aywaille,	—	
Bassevelde,	Vlaamsch.	
Beauvechain,	Fransch.	
Beequevoort,	Vlaamsch.	
Bergilers,	Fransch.	
Bierbeek,	Vlaamsch.	
's Graven-Brakel,	Fransch.	
Brugelette,	—	
Bury,	—	
Celles,	—	
Court-Saint-Etienne,	—	
Dilbeek,	Vlaamsch.	Wiskunde in 't Fransch.
Eecloo,	—	
Edingen,	Fransch.	
Florennes,	—	
Haldenberg,	Vlaamsch.	
Langemarck,	—	
Londerzeel,	—	
Moll,	—	
Nodebais,	Fransch.	
Olmén,	Vlaamsch.	
Overysse,	—	
Proven,	—	
Reckem,	Fransch.	Beginnelen van boekhouden in beide talen.
Ruyssede,	Vlaamsch.	
Saint-Georges-sur-Meuse,	Fransch.	
Sint-Gillis-Waas,	Vlaamsch.	
Thielen,	—	
Thuin,	Fransch.	
Thienen,	Vlaamsch.	
Thienen (prov. school)	—	
Velaine,	Fransch.	
Vorst,	Vlaamsch.	
Ways,	Fransch.	
Westerloo,	Vlaamsch.	
Wyschate,	—	

Lagere landbouwhuishoudkundige afdeelingen voor meisjes.

Appelterre,	Vlaamsch.
Balegem,	—
Borsbeke,	—

Scholen.	Voertaal.	Aanmerkingen.
Brugelette,	Fransch.	—
Helmet,	Fransch en Vlaamsch.	
Héverlé ter Banck,	Fransch.	
Lede,	Vlaamsch.	
Ressegem,	Fransch.	
Rondu,	—	
Salm-Château,	—	
Vezon,	—	
Vorst,	Vlaamsch.	
Vladsloo,	—	
Zeelhem,	—	

II^e VRAAG.

Zal het onderwijs in den 4^{den} graad, wat de landbouw betreft, afhangen van het Ministerie van Landbouw?

Op welke wijze denkt men het onderwijzend personeel op te leiden om dit onderwijs te verstrekken?

Beschikt de Minister over een genoegzaam voorbereid personeel om de lessen te geven aan de onderwijzers en onderwijzeressen?

Is dat personeel, in uitsluitend Fransche scholen opgeleid, in staat om gezegd onderwijs in 't Vlaamsch te geven?

Acht de Minister het noodzakelijk eene *Middelbare landbouwschool van den hooger en graad* op te richten met het Vlaamsch als voertaal?

ANTWOORD.

Het Departement van Landbouw richt slechts het eigenlijk landbouw-onderwijs in, ten behoeve van degenen die, hun algemeen onderricht geëindigd hebbende, verlangen zich op bijzondere wijze te bekwamen voor het landbouwbedrijf.

Ik ben van gevoelen dat, zooals vroeger, het lager onderwijs in 't algemeen moet behooren tot het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, zelfs wanneer het zal uitgebreid worden tot het opleiden van de dorpskinderen voor de bijzondere landbouwstudiën.

Het Departement van Wetenschappen en Kunsten moet dus de noodige maatregelen nemen ten einde het onderwijzend personeel van de lagere scholen daartoe voor te bereiden.

Mijn Departement beschikt enkel over het noodige personeel om te voorzien in de behoeften van het landbouwonderwijs dat tot zijne bevoegdheid behoort.

Indien het Departement van Wetenschappen en Kunsten het noodig achtte, zouden, evenwel, sommige leden van dit personeel hunne medewerking kunnen verleen en voor de eerste inrichting van den 4^{den} landbouw-

graad, inzonderheid : het opmaken van het leerplan en de keus van de leeraars belast met het geven der lessen aan de onderwijzers en onderwijzeressen.

Thans reeds, maken Staatslandbouwkundigen deel uit van de jury's die, ieder jaar, in de Normaalscholen van Gent en Nijvel, de onderwijzers onderzoeken, die verlangen het bekwaamheidsdiploma te ontvangen voor het onderwijs van den landbouw in de dorpscholen. Indien, ten gevolge van het grootere belang aan dit onderwijs gegeven, het noodig wordt dergelijke examens te vermeerderen, kunnen daartoe, zonder eenig bezwaar, een grooter aantal landbouwkundigen hunne medewerking verleen.

Men moet er zich ook aan verwachten dat het privaat-initiatief zich met de voorbereiding der onderwijzers bezig houde.

De bevoegde ambtenaren van mijn Departement, inzonderheid de landbouwpopzieners en de Staatslandbouwkundigen, kunnen nuttige wenken geven aan degenen die bedoeld onderwijs verlangen in te richten.

Thans worden de landbouwlessen zonder bezwaar in de Vlaamsche taal gegeven door de landbouwkundigen van het Vlaamsche land, die in de hogere scholen hunne vorming kregen.

Ik acht het niet noodig een nieuwen graad van « hooger-middelbaar » landbouwonderwijs in te richten, hebbende 't zij het Vlaamsch, 't zij het Fransch tot voertaal

HERINRICHTING VAN DE LANDBOUWCOMICEN.

In de Middenafdeeling werd de quaestie van het herinrichten der landbouwcomicen behandeld.

't Kan daarom nuttig zijn, als grond voor de bespreking, te herinneren aan de toelichting van het vraagpunt, welke ik de eer had te doen in het Verslag over de Landbouwbegroting voor 1901.

Na, eensdeels, te hebben gewezen op den aanzienlijken vooruitgang op elk gebied van het landbouwleven bewerkstelligd door de vrije vereenigingen, waaronder moeten vermeld worden : de boerenbonden die reeds, over dertien jaren, 50,000 leden telden ; de mutualiteiten voor verzekering tegen de sterfte van hoornbeesten met meer dan 57,000 leden ; de vrije syndicaten voor aankoop met meer dan 51,000 leden, enz. ; daarbij de samenwerkende melkerijen, de Raiffeisenkassen, de syndicaten voor aankoop, de maatschappijen voor landbouw, pluimveeteelt ; — anderdeels, wees ik op de bedrijvigheid van de meerderheid der 155 comicen van het Rijk, tellende alsdan 27,400 leden en zegde ik het volgende :

» Ieder jaar werd de aandacht van de Kamer gevestigd op de quaestie van het herinrichten der Comicen.

» Er bestaan zeer bloeiende Comicen, welke lofwaardigen ijver aan den dag leggen en die aan de landbouwers van hun gebied de grootste diensten bewijzen.

» Andere, daarentegen, toonen weinig initiatief en hun bestaan deed zich nietdoor nuttige werken blijken.

» Daaruit volgde, dat over de Comiceen soms overdreven kritieken werden uitgebracht en lofuitgingen die niet altijd door alle waren verdiend. Men durfde zelfs hunne afschaffing voorstellen. Dat zou eene groote missing zijn.

» Op het oogenblik dat zij werden opgericht, stemden zij overeen met den landbouwtoestand van het land.

» Thans moeten wij er enkel om bezorgd zijn ze te doen overeenstemmen met den huidige toestand.

» Welnu, de huidige toestand verschilt van den vroegeren, door de vermenigvuldiging van alle slag van landbouwvereenigingen.

» Deze waren geenszins gekend ten tijde dat de Comiceen werden opgericht, en het is natuurlijk dat de Regeering er op bedacht was het gebrek aan vereenigingen te vergoeden door het oprichten der Comiceen.

« Deze stemden in waarde overeen met de werkzaamheid en de kennissen van degenen die aan hun hoofd stonden.

» Er zijn er die werkzaam en bloeiend waren, andere gaven geen blijk van eenig initiatief.

» Doch 't is niet omdat eene instelling gebreken vertoont of leemten in hare bedrijvigheid, dat zij moet afgeschaft worden.

» De ware vooruitgang bestaat in het verhelpen van de bestaande gebreken en te laten bestaan wat de instelling goeds bezit.

» Deze wijze en voorzichtige leerregel, waarnaar de Regeeringen zich immer zouden moeten richten, op de Comiceen toe te passen, ziedaar, duidelijk gezegd, welken weg wij moeten inslaan.

» Het hoofdgebrek van sommige Comiceen is, dat zij niet genoeg tot het landbouwleven zijn doorgedrongen.

» Sommige waren meestal vereenigingen bestaande uit personen tot allerlei beroepen behoorend, eerder dan vereenigingen van landbouwers. Te zeer buiten het midden van onze boeren aangeworven, waren zij niet genoegzaam op de hoogte van dezer behoeften. Zij hebben de landbouwers niet begrepen en werden door dezen ook niet verstaan.

» Wij duiden het niet ten kwade aan de Comiceen die zich in dat geval bevinden. Zij waren minder plichtig dan wel het slachtoffer van hun ontstaan en van de omstandigheden waarin zij het leven zagen.

» Dat men van hen de ware uitvloeiing make van het landbouwleven, en ze zijn gered. Tevens zullen zij in staat zijn de grootste diensten te bewijzen.

» Welnu, niets is eenvoudiger, en verschillende leden van de Middenafdeeling denken aan de inzichten van de Kamer te beantwoorden met de groote lijnen van een ontwerp af te bakenen.

» De huidige omschrijvingen van de Comiceen zouden behouden worden. 't Zouden kantonnale omschrijvingen blijven. Er zouden dus evenveel Comiceen zijn als thans; zelfs meer.

» In den schoot van elk Comicee zouden zitting hebben, de afgevaardigden verkozen door de plaatselijke vereenigingen die in de verschillende gemeenten van het kanton bestaan.

» Iedere vereeniging zou een aantal afgevaardigden aanwijzen, in verhouding met het getal harer leden.

» Al deze afgevaardigden te zamen zouden het bureel van het Comice benoemen.

» Al de Comicen te zamen zouden de provinciale landbouwmaatschappij uitmaken. Het bureel van die maatschappij zou verkozen worden, 't zij door al de leden van het Comice, 't zij door de afgevaardigden die daartoe van de Comicen opdracht kregen. Te gelijker tijd zou de zoo lang behandelde quaestie van de vertegenwoordiging der vereenigingen in den Hoogeren Landbouwwaad zijn opgelost. Het zou, inderdaad, volstaan door de provinciale vereenigingen de leden te doen aanwijzen die, te zamen met de leden door de Regeering benoemd, den Hoogeren Raad zouden uitmaken.

» Zulke inrichting is gansch eenvoudig en schijnt volkomen gepast aan den huidige toestand van den landbouw.

» Door verschillende Comicen van Oost-Vlaanderen, de bloeiendste van het land, werd reeds dergelijke oplossing aangenomen, en men kan bevestigen dat hun bijval te danken is aan die gelukkige overeenstemming tusschen de officieele instellingen en de vereenigingen uit privaat initiatief ontstaan. »

Deze gedachten, over dertien jaar vooruitgezet, schijnen nog steeds tot grondslag te moeten dienen voor eene beraadslaging over de herinrichting der landbouwcomicen.

*
* *

De beroepsvereenigingen breiden zich meer en meer uit.

Het is blijkbaar dat deze instellingen veel belangrijker diensten zouden bewijzen indien zij gemachtigd waren, uit haar eigen, handelsondernemingen te doen, hetgeen haar door de wet van 31 Maart 1898 wordt verboden.

Deze quaestie zou eerlang moeten opgelost worden.

HOOFDSTUK IV.

De Laboratoriums voor onderzoekingen.

Ten einde het bedrog te doen ophouden in den handel van meststoffen en veevoeder, heeft de Regeering aan de landbouwkundigen en aan de Staatslaboratoriums voor onderzoekingen last gegeven stalen vooraf te nemen van deze producten.

Deze maatregel heeft uitmuntende uitslagen opgeleverd. Het is noodig in 't belang van den landbouw, dat de vervalschers bij het gerecht worden aangeklaagd.

Anderzijds, heeft het Departement van Landbouw onlangs, in het Staatslandbouw instituut, te Gembloers, een station opgericht voor het uitlezen van zaaizaad. De wetenschappelijke verbetering van de plantensoorten kan niet genoeg worden aangemoedigd en, in dat opzicht, dient men een ernstigen waarborg te schenken aan de landbouwers.

*
* *

Eene nieuwe instelling, te weten, de oprichting van het « proefstation voor zaaizaden, te Leuven » verdient te worden vermeld.

Het is zijn bestaan uitsluitend verschuldigd aan het privaat initiatief, dank aan de giften die bij de mannen van den landbouw werden ingezameld. In 't leven geroepen met een doel van openbaar nut, streeft het geen winstbejag na.

Kon deze nuttige instelling rekenen op den steun van het Departement van Landbouw, zij zou den prijs van hare onderzoekingen verlagen en het gebruik — de zaaizaden te doen beproeven — zou zich meer gemakkelijk verspreiden.

In deze laatste maanden waren de aanvragen om onderzoekingen zoo zeer toegenomen, dat men beslist heeft het personeel te vergrooten en het materieel te volledigen door het aankopen van nieuwe ontkiemingovens en van juistheidswegschalen.

Dergelijke instelling verdient aanmoediging. De tusschenkomst van het Departement, ten voordeele van deze nieuwe instelling, zou ten goede komen aan de landbouwers die aldaar hunne zaden doen beproeven.

HOOFDSTUK V.

TUINBOUWDIENST.

Het tuinbouwonderwijs breidt zich uit : inzonderheid, bewijzen de beroepsafdeelingen belangrijke diensten en de aanvragen gericht tot het Departement van Landbouw getuigen van de stijgende gunst welke deze scholen bij onze landelijke bevolking genieten.

De jongste statistieken door het Departement van Buitenlandsche Zaken uitgegeven (tijdperk 1907-1911) toonen ook welke uitbreiding ons tuinbouwbedrijf in 't algemeen neemt.

't Is vooral naar Duitschland, Frankrijk, de Vereenigde Staten en Engeland dat de voortbrengselen van de Belgische tuinbouwkunst de wijk nemen. Op een gezamenlijk bedrag van 60,004,797 frank voeren wij naar deze vier landen voor 46,408,658 frank uit.

Duitschland, evenwel, is, ontegensprekelijk, onze beste klant; in de laatst gemelde som bedraagt zijn aandeel 17,796,105 frank, dus meer dan een derde.

Volgens sommige ramingen bedroeg onze gezamenlijke uitvoer van tuinbouwgewassen, in 1912, nagenoeg 14 miljoen. Voor de omgeving van Gent alleen ging zij, voor hetzelfde jaar, 10 miljoen frank te boven.

Toch moet er worden aangemerkt, dat de eischen van de vreemde landen grooter worden, hetgeen aan de Regeering nieuwe verplichtingen oplegt. De zekerheidsmaatregelen door eenige landen voorgeschreven, inzonderheid door de Vereenigde Staten, in hun strijd tegen de dierlijke of plantaardige parasieten, hebben het noodig gemaakt, in België den dienst voor plantenziekten, belast met het afleveren van bewijsschriften die bij de zendingen moeten gevoegd worden, nog uit te breiden.

* * *

De Belgische tuinbouwmaatschappijen zij ten getale van meer dan 200 en tellen meer dan 55,000 leden. Zij ontvangen eene toelage van 20,000 frank,

te verdeelen onder de maatschappijen die, in den loop van het jaar, eene tentoonstelling hebben ingericht.

Ten gevolge van het stijgend getal dezer tentoonstellingen, heeft men dit jaar slechts 17 t. h. kunnen geven van de door het Comitéit *goedgekeurde* uitgaven.

't Gevolg daarvan is, dat vele maatschappijen, die er op gerekend hadden eene even groote toelage als de vorige jaren te ontvangen, haar rekeningen met een tekort sluiten.

Zou het dan niet passen, dat krediet te vermeerderen en op 50,000 frank te brengen (art. 31)?

Het zou zeer nuttig zijn, voor de tuinbouwtentoonstellingen een ernstiger toezicht in te richten. Voor dezen dienst schijnen de tuinbouwconsulenten gansch geschikt te zijn. Overigens, dezen dienden meer in betrekking te zijn met de voorzitters der provinciale bonden.

HOOFDSTUK VI.

WATERS EN BOSSCHEN.

De Begrooting voor 1914 voorziet eene nieuwe kredietvermeerdering welke zal toelaten de jaarwedden van de brigadiers en boschwachters te vermeerderen.

De Middenafdeeling is gelukkig dat deze billijke voldoening kan geschonken worden aan beambten die met ijver en doorzicht het beheer van en het toezicht over de bosschen van Staat, gemeenten en openbare instellingen verzekeren.

HOOFDSTUK VII.

GEMEENTEWEGEN EN WATERLOOPEN.

In het Verslag over de Begrooting van Landbouw voor 1901 handelde ik over het stelsel van de indeeling der wegenis in België.

Dat gedeelte is belangrijk genoeg om hier overgenomen te worden. Ik drukte mij uit aldus :

De quæstie der wegenis levert het grootste belang op.

Op 31 December 1897 waren er in België :

9,180 kilometer wegen van groot verkeer,	
zijnde 7,477 — staatswegen,	
1,577 — provinciale wegen,	
425 — geconcedeerde wegen.	

De gekasseide of begrinte buurtspoorwegenis bedroeg 25,500 kilometer ; dit net werft, elk jaar, gemiddeld 280 kilometer bij. Naast deze beweging, heeft de dienst voor de verbetering der *landbouwwegen*, van 1897 tot op heden, het aanleggen van 1,300 kilometer nieuwe wegen gemachtigd.

Deze stof behelst twee voornamen punten :

I. — Doet de Staat de noodige uitgaven om de ontwikkeling van het buurt-net der verkeerswegen aan te moedigen?

II. — Wat doet de Staat of wat zou hij moeten doen om het behouden en het goed onderhouden van de bestaande wegen te verzekeren?

I. — In een tijdsbestek van tien jaar werd er 67 millioen uitgegeven voor de buurtwegenis. In deze uitgave bedroeg de tusschenkomst van den Staat 40 t. h.

Onder deze werken zijn niet gerekend de verbeteringen welke, deze laatste jaren, aan de landbouwwegen werden gedaan.

II. — Het onderhoud van dit uitgestrekte net, — waaraan de gemelde sommen werden besteed en dat wellicht een kapitaal van een milliard vertegenwoordigt, — wordt aan de gemeentebesturen overgelaten.

De wet van 10 April 1841 maakte de buurtwegenis tot een zuiver gemeentelijken dienst.

Doch worden de gemeentewegen overal op voldoende wijze onderhouden?

Is het rechtvaardig dat deze last alleen op de gemeenten drukt?

Mag de Staat zich onverschillig toonen voor dezen toestand?

Meer en meer vond de zienswijze ingang, dat deze quaestie niet in dezen vorm mag gesteld blijven en dat nieuwe maatregelen zich opdringen.

Reeds zijn sommige provinciën tusschengekomen en besteedden ieder jaar een krediet om toelagen te verleen en aan de gemeenten voor het onderhoud der wegen.

Men stelde voor dat de Staat het voorbeeld van die provinciën zou navolgen en op zijne Begrooting een krediet zou brengen om de gemeenten tegemoet te komen in het onderhoud der wegenis.

Doch hier rijst eene gewichtige voorafgaande quaestie op.

Het stelsel der verkeerswegen in drie klassen afgedeeld : staatswegen, provinciale wegen, buurtwegen, zou vooraf moeten gewijzigd worden. Deze indeeling is zeer slecht en beantwoordt niet meer aan den wezenlijken staat van zaken.

Sommige gemeenten bezitten op haar grondgebied slechts staats- of provinciale wegen. Na vrijgesteld geweest te zijn, bij te dragen in de kosten van eerste inrichting, hebben zij zich dus niet te bekommeren met het onderhoud van hare wegenis.

Andere, daarentegen, bezitten enkel buurtwegen waarvan zij, voor een ruim aandeel, de aanleggingskosten hebben op zich genomen en wier onderhoud uitsluitend te haren laste valt.

Anderzijds, hebben vele wegen van groot verkeer veel van hunne belangrijkheid verloren en zouden kunnen gedeclasseerd worden.

Een groot getal buurtwegen, daarentegen, verwierven eene veel grootere belangrijkheid dan de eerste, en het is uiterst onbillijk de onderhoudskosten door eene enkele gemeente te doen dragen.

In gansch het land nam het verkeer op aanzienlijke wijze toe.

Het aanleggen van eene spoorlijn, van een bevaarbaren waterweg, van eene buurtspoorlijn, het bouwen van eene nieuwe statie of spoorweghalte,

ziedaar zooveel factoren die invloed oefenen op de belangrijkheid van dezen of genen weg.

Overal, voornamelijk op den buiten, is de gekasseide weg die naar de statie leidt een buurtweg.

Overigens, reeds werd op dezen toestand gewezen door een ministerieelen omzendbrief d.d. 28 Mei 1892.

Deze omzendbrief bleef zonder gevolg.

De noodzakelijkheid om door middel van eene hervorming van het stelsel der wegenis te voorzien in de bezwaren van den huidige toestand, moet worden erkend.

Verscheidene oplossingen werden voorgesteld.

Herhaaldelijk werd in de Kamer gevraagd dat de Staat dezen of genen buurtweg, die een wezenlijke belangrijkheid verwierf, zou naasten.

Inderdaad, waarom uitsluitend ten laste leggen van ééne gemeente, de onderhoudskosten van een weg die het verkeer van gansch eene streek verduurt?

Bij gebrek aan eene naasting door den Staat heeft men voorgesteld dat er, ten minste, eene ruiling van wegen zou geschieden tusschen den Staat en de gemeente; indien, eensdeels, buurtwegen eene zoo groote belangrijkheid verwierven, leveren, anderdeels, sommige wegen van groot verkeer, nog slechts door toevallige omstandigheden, belang op voor de behoeften van de inwoners eener enkele gemeente, ja zelfs van een enkel gehucht.

Al deze oplossingen kunnen, in afzonderlijke gevallen, voordeelig zijn, doch zij lossen het vraagpunt niet op. Overigens, zij hebben het groote gebrek, zich niet genoegzaam to leenen voor het toepassen der regels van billijkheid en rechtvaardigheid in zake verdeling.

Het kwaad ligt dieper, de hervorming moet grondiger zijn.

Ook werd eene andere oplossing van meer algemeenen aard vooruitgezet, eene, die al de belangen vrijwaart.

Volgens deze oplossing, zouden er nog slechts twee klassen van straatwegen bestaan :

Tot de eerste zouden behooren de plaatselijke wegen, de binnenwegen, de landbouwwegen of andere, die van *plaatselijk nut zijn* en uitsluitend door de gemeenten beheerd.

Tot de tweede zouden behooren de wegen van groot verkeer, 't zij staatswegen, provinciale wegen of buurtwegen van groot verkeer.

Wat de nieuwe wegen betreft, zij zouden op eenvormige wijze en op algemeene kosten door de drie machten worden aangelegd.

Gansch de aldus versmolten wegenis zou beheerd worden door een stelsel, gelijkaardig aan hetgeen door artikel 24 der wet van 10 April 1841 werd ingevoerd voor de wegen die in dezelfde provincie gelegen zijn, en door artikel 25 der zelfde wet voor de wegen die gelegen zijn in gemeenten welke tot verschillende provinciën behooren.

De millioenen, ieder jaar, door den Staat besteed voor het onderhoud van zijne 7,000 kilometer wegen, zouden gestort worden in het gemeene fonds en dienen voor het onderhoud der wegenis. Iedere gemeente zou in

de uitgaven tusschenkomen naar evenredigheid van haar belang ; zoo ook iedere provincie.

Zonder over deze verschillende vraagpunten, *voetstaans* en op beslissende wijze te willen uitspraak doen, is de Middenafdeeling het nochtans eens, om te vragen dat daaraan eene redematige nieuwe oplossing zou gegeven worden.

Op dit belangrijk punt der wegenis vestigt zij inzonderheid de aandacht van de Regeering en van het Parlement.

*
* * *

Nochtans werd de groote hervorming, de nieuwe indeeling der wegenis, niet verwezenlijkt. Toch dient men te erkennen dat een groote stap werd voornitgedaan.

Het Departement van Landbouw wijst al de Belgische wegen aan die vatbaar zijn, onder de wegen van groot verkeer te worden gerangschikt. Al de Belgische gemeenten zijn dus gemachtigd op haar grondgebied wegen te bezitten waaraan ruime toelagen worden geschonken voor hunne buitengewone herstelling en voor hun onderhoud.

Tot het bekomen van die gunst zijn al de streken van het land aan denzelfden regel onderworpen.

Voor de gemeentewegen, die als wegen van groot verkeer zijn geklasseerd, verleent de Regeering voor buitengewone herstellingswerken, eene toelage gelijk aan de helft van de uitgave; de provinciale besturen, eene minimum-toelage van één zesde, dus tezamen de twee derde der kosten.

Voor het onderhoud verleent de Staat één derde, de Provincie één zesde, dus eene toelage van 50 t. h. der kosten.

Deze, nochtans zoo voordeelige wijziging, is nog niet op voldoende wijze gekend.

De weg van groot verkeer loopt, gemeenlijk, over het grondgebied van verschillende gemeenten. 't Is de Bestendige deputatie die hem, op aanvraag van de gemeentebesturen, van algemeen nut verklaart. De herstellings- en onderhoudswerken moeten volgens een algemeen plan worden uitgevoerd. De Bestendige deputatie is gewapend om sommige weerspannige gemeenten daartoe te dwingen. Doch deze dwang is meer theoretisch dan practisch. Feitelijk gebruiken de Bestendige deputatiën slechts hare macht in overeenstemming met de gemeenten.

Het valt te betreuren, vooral daar men sedert vier jaar de wegen van groot verkeer zoo zeer heeft bevoordeeld, dat zoo weinig gemeenten uit dit stelsel voordeel hebben getrokken.

Het is hoogst wenschelijk dat er eene nieuwe poging wordt gedaan om het meer en meer ingang te doen vinden.

*
* * *

Op dit oogenblik neemt de Regeering maatregelen om, 't zij bij wijze van raad, 't zij bij wijze van vermeerdering der toelagen, de gemeenten aan te

zetten de wegen of die, welke men niet wil verbeteren door middel van eene buitengewone herstelling, recht te maken en te verbreedten.

Men kan haar niet genoeg aansporen op dien weg voort te gaan. De verbredening der banen, der wegen, der verkeerswegen is in België hoogst noodzakelijk; overal dringt de maatregel zich op.

De Regeering, die zooveel mogelijk de staatswegen verbreedt, geeft zelf het voorbeeld daarvan.

*
* * *

Een lid doet, evenwel, opmerken dat het Departement van Openbare Werken zich door al te strenge regelen laat geleiden wat betreft de breedte welke het toestaat voor de stadswegen. Men veroorlooft geene straten meer van minder dan 12 meter breed. Deze maatregel, zegt het achtbaar lid, verdient goedgekeurd te worden; doch er bestaan gevallen, wel is waar zeer uitzonderlijk, dat men er zou mogen van afwijken wanneer de toestand aan deze drie voorwaarden beantwoordt?

1^o Dat de straat zeer kort zij;

2^o Dat men de gezondmaking beoogt van eene oude wijk, waar de grond zeer duur is;

3^o Dat de aldaar op te richten gebouwen niet meer dan uit eene verdieping bestaan.

Verleden jaar, in het Verslag over de Begrooting voor 1915, vestigde ik de aandacht op den wensch, op 15 December 1913 door den Hoogeren Landbouwwaad uitgedrukt en ontwikkeld door ridder de Vrière.

Deze wensch was in de volgende bewoordingen opgesteld :

« De Hoogere Landbouwwaad drukt den wensch uit dat de landelijke » gemeenten, om beter de toekomst te vrijwaren, ruimschoots gebruik » maken van het recht om rooiingsplans te ontwerpen, die niet tot een » onmiddellijke betaling van schadeloosstelling verplichten en verbieden te » bouwen op een bepaalden afstand van de middellijn der wegen.

» De Hoogere Raad drukt den wensch uit, dat de provinciale besturen en » de Staat overeenkomen om de gemeenten bij te staan, ze inlichtende » nopens het recht van rooiingsreglementen in te voeren, te harer beschik- » king stellende het personeel der technische diensten om die plans op te » maken, al ware dit maar enkel als fingerwijzing, ten minste gedeeltelijk » op zich nemende de daardoor te veroorzaken kosten, en juist bepalende » het aandeel als toelage in de mogelijke onteigeningskosten.

» De Raad neemt aan dat de openbare machten aan de particulieren de » verplichting opleggen om op een zekeren afstand van de grens der wegen » te bouwen, maar hij dringt evenwel aan opdat in ieder geval geen parti- » culier kunne beroofd worden van het gedeeltelijk genot van zijn eigendom » zonder eene billijke en voorafgaande schadeloosstelling. »

De Middenafdeeling oordeelde dien wensch te billijk om er niet op te wijzen.

Aan de gemeenten ontbreken de middelen om te voorzien in de kosten voortspruitende uit eene onmiddellijke verbredening der wegen door het

inbezitnemen van de gronden die aan elken der te verbreedten wegen belenden.

Maar de bepaling om achteraan de rooilijn te bouwen is een waarborg voor de toekomst; en wanneer het eens noodig zal zijn die wegen te verbreedten, zullen de openbare machten dat kunnen doen, mits zij de eigenaars der gronden vergoeden, zonder *gebouwde* onroerende goederen te moeten onteigenen. Men kan er bijvoegen dat, in opzicht van volksgezondheid, deze maatregel de algemeene goedkeuring moet wegdragen.

Het is nuttig, dat de gemeentebesturen zich om dezen toestand bezord toonen.

*
* * *

Een lid betreurt dat de Regeering aan de gemeentebesturen de toelating weigert sommige diensten van openbaar nut in eigen beheer te bedrijven. Alzoo werd Brussel niet gemachtigd een dienst van tramwegen op zijn grondgebied te bedrijven.

Hetzelfde lid is insgelijks van gevoelen, dat het te betreuren valt dat de gemeentebeheeren hun net niet mogen bedrijven buiten de grenzen van hun grondgebied, zooals het geval zich reeds voordeed voor de elektrische verlichting en de motorkracht.

TABEL B. Openbare Werken.

De Middenafdeeling stelde verschillende vragen.

I^e VRAAG.

De Minister kondigde eene herinrichting aan van het korps van Bruggen en Wegen Volgens er gezegd wordt zou deze herinrichting bezwaarlijke gevolgen hebben voor de ingenieurs.

De Middenafdeeling verlangt daarover nauwkeurig te worden ingelicht.

ANTWOORD.

Deze herinrichting zal geene bezwaarlijke gevolgen hebben voor de ingenieurs. Met hun te ontlasten van het geringe bestuurlijk werk, zal zij het ambt van de ingenieurs meer in overeenstemming brengen met de wetenschappelijke en technische kennissen welke zij, in den loop van hunne lange en moeilijke universitaire studiën verwierven.

Niet alleen zullen zij geen stoffelijk nadeel ondergaan; integendeel kunnen zij hopen dat, zoodra de herinrichting hare volledige toepassing zal gekregen hebben, de toestand van de ingenieurs zal verbeterd worden.

II^e VRAAG.

De ingenieurs van Bruggen en Wegen worden door middel van prijskampen aangeworven.

Deze prijskampen hadden jaarlijks plaats.

Dit jaar waren er geene.

Zal er, aanstaande jaar, eene plaats hebben?

Is het waar dat er thans in den dienst van het beheer zeven hulp-ingenieurs zijn, wier toekomst onzeker is en die met ongeduld wachten om aan een prijskamp te kunnen deelnemen?

ANTWOORD.

Hoewel, tot nog toe, ieder jaar een prijskamp plaats had voor het aanwerven van de ingenieurs, valt het te bemerken dat het koninklijk besluit van 27 November 1903, betreffende de aanwerving van de ingenieurs van Bruggen en Wegen, geen termijn bepaalt voor het houden van die prijskampen.

Deze hebben slechts plaats naar gelang de behoeften van den dienst.

Van nu af is het niet mogelijk te voorzien, of in 1914 een prijskamp zal worden ingericht.

Zooals dit altijd geschiedde doen thans een zeker getal (7) ingenieurs een proeftijd bij het beheer, in afwachting, 't zij dat een prijskamp plaats hebbe voor de aanwerving van ingenieurs voor het korps van Bruggen en Wegen, 't zij dat zij voorgoed in het beheer worden opgenomen. Anderen, nadat zij eene dergelijke positie hadden bekleed, verwierven een toestand in de private nijverheid.

III^e VRAAG.

De conducteurs van Bruggen en Wegen hebben, krachtens het koninklijk besluit van 24 Mei 1912, verhooging van hunne maximum-jaarwedde bekomen. Daarenboven besliste een ministerieele omzendbrief dat de nieuwe loonstandaard, door gezegd besluit ingevoerd, zoodanig was opgemaakt dat deze ambtenaren op 60 jarigen leeftijd de jaarwedde voor einde der loopbaan kunnen bereiken.

Weinig, het schijnt dat de groote meerderheid van de conducteurs nog in verwachting zijn dat op hen de nieuwe beschikkingen worden toegepast.

Wanneer zal de nieuwe loonstandaard volgens den geest van voormelden omzendbrief van toepassing worden gemaakt?

ANTWOORD.

De ministerieele omzendbrief van 29 Juni 1912 bepaalt : « De nieuwe bevorderingsstandaard voor de conducteurs werd zoodanig opgemaakt, dat hij, in algemeenen regel, toelaat, omtrent den leeftijd van 60 jaar, als jaarwedde voor einde der loopbaan 7.200 frank te bereiken. In voorkomend geval kunnen sommige conducteurs, wegens hun huidige leeftijd, eene verhooging genieten van 500 frank in plaats van 250 frank.

Deze loonrooster wordt regelmatig toegepast.

IV^e VRAAG.

De kantonniërs van den Staat zijn onderworpen aan een loonstandaard die volstrekt ontoereikend schijnt.

Herhaaldelijk heeft de Minister aangekondigd dat studiën in gang waren betreffende de verhooging van dezen standaard.

Mag men eene aanstaande oplossing te gemoet zien ?

ANTWOORD.

Bij ministerieele besluiten van 5 Juni 1914 werden de dagloonen van de kantonniërs op de staatswegen, alsmede die van de kantonniërs der bevaarbare waterwegen door den Staat beheerd, met 10 frank in de maand verhoogd.

Daarenboven, bij twee beslissingen van 18 en 24 Mei 1912, wordt aan al de kantonniërs, die kinderen hebben, eene jaarlijksche tegemoetkoming verleend van 40 frank per kind van minder dan 14 jaar oud, te beginnen met het vierde.

Dat zijn de verbeteringen ten bate van de kantonniërs van den Staat ingevoerd als gevolg van bovengemelde studiën.

De kantonniërs, die nuttige staatsbeambten, dringen aan om verbetering in hun toestand te bekomen.

Zij wijzen er op, dat een zeker getal hunner collegas, reeds gevorderd in leeftijd, geen recht op pensioen hebben. Deze toestand verontrust deze moedige werkers.

Daar men van hen eene zekere geleerdheid en eene grondige kennis van hunne werkzaamheden vereischt, verlangen zij niet meer beschouwd te worden als werklieden, maar als beambten te worden benoemd.

Hun loon is niet meer in overeenstemming met de behoeften van het leven. Zij vragen een maandloon van 100 frank met eene geringe verhooging om de vier jaar en, daarenboven, voor de kantonniërs die de stad moeten bewonen, eene vergoeding voor woonst van 100 tot 150 frank 's jaars volgens de belangrijkheid van de stad.

Eindelijk, zij verlangen veertien gansch bezoldigde verlofdagen per jaar te bekomen, ten einde hunne familie te kunnen bezoeken en hunne kleine cultuur te verzorgen.

Deze vragen schijnen gematigd en redelijk.

V^e VRAAG.

Een lid vraagt hoe ver het staat met de quæstie der spoorlijnen van Vivegnis-Haccourt en van Pontisse-Houtain en Haccourt.

ANTWOORD.

De aanvraag door de Naamlooze Vennootschap der Luiker Tramwegen ingediend, ten einde de verlenging te bekomen tot Haccourt van de lijn gaande van Luik (Place du Théâtre) naar Herstal-Wandre-Vivegnis, werd afgewezen, daar deze verlenging al de eigenschappen van eene buurtspoorlijn oplevert.

De Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen heeft het ontwerp voor hare rekening overgenomen.

Deze zaak betreft dus bijzonderlijk het Departement van Spoorwegen.

VI^o VRAAG.

Door een lid werd vastgesteld dat men sommige gedeelten van den weg Luik-Fisè (rechter oever) in goeden staat heeft hersteld, maar dat deze herstellingen vooral werden uitgevoerd buiten de bebouwde kommen. Hij vraagt of men niet eerlang zal overgaan tot de herstellingen of hermakingen van de baanvakken binnen de bebouwde kommen gelegen, namelijk te Wandre en Souverain-Wandre.

ANTWOORD.

Met het oog op de openbare aanbesteding van de door het achtbaar lid bedoelde werken, werd aan de betrokken diensten gevraagd, een lastenboek hier op te maken.

VII^o VRAAG.

Een lid vraagt, of de onderhandelingen met de Concessiegevende maatschappij voor het naasten der brug van Argenteau zijn aangevangen.

ANTWOORD.

Ik hoop dat eerlang eene bepaalde overeenkomst zal kunnen gesloten worden met de Concessiegevende maatschappij voor het naasten der brug van Argenteau.

VIII^o VRAAG.

Dank zij de werken, uitgevoerd aan de vaart van Terneuzen en aan de zeevaartinstellingen der stad, neemt de haven van Gent eene zeer groote uitbreiding.

De tonnage bij het binnenvaren zal dit jaar een millioen ton overtreffen, zonder te spreken van de scheepvaart op de rivieren.

Anderzijds werden langs de vaart, tusschen Gent en de Nederlandsche grens, zeer talrijke fabrieken opgericht. Deze fabrieken voeren hare grondstoffen in of voeren, grootendeels langs Terneuzen, hare producten uit

Een ongeval aan de nieuwe sluis is voldoende opdat nagenoeg gansch de beweging gestremd zij. Deze toestand is zeer bedenkelijk en vergt verbetering.

Het is onontbeerlijk dat de nieuwe sluis welke, trouwens, in de internationale overeenkomst is voorzien, eerlang gebouwd wordt.

Kan de Minister aan de Middenafdeeling zeggen wanneer de werken zullen aanvangen?

ANTWOORD :

Te Terneuzen bestaan drie sluizen welke respectievelijk 8, 12 en 18 meter breed zijn. Deze sluizen volstaan voor een aanzienlijk verkeer en, in dat opzicht, bevindt zich de vaart van Gent naar Terneuzen in een bevoorrecht toestand.

Inderdaad, meest al de zeevaarten en de havendokken bezitten slechts eene enkele sluis. Dit geldt, namelijk in België, voor de zeevaartinrichting van Brugge naar Zeebrugge, de zeevaartinrichting van Brussel, de nieuwe dokken van Oostende en het drijvend dok van Nieuwpoort.

De kosten voor de nieuwe sluis, waarvan sprake is in de vraag van de Middenafdeeling, worden geraamd op 6 miljoen frank en, om de onderbreking van de scheepvaart te vermijden, die het gevolg zou kunnen zijn van een ongeval, vraagt de stad Gent eene gekoppelde sluis, wat nagenoeg bovengemelde kosten op het dubbel zou brengen.

De haven van Gent werd slechts voor de groote scheepvaart opengesteld sedert het afbreken van de oude weg-brug van Selzaete, te weten, sedert min dan een jaar. Alvorens nieuwe werken te beslissen, dient men te wachten dat het bewezen zij, dat de bestaande ontoereikend zijn. Het Bestuur van Bruggen en Wegen werd gelast daarever een onderzoek in te stellen.

IX^e VRAAG.

In de haven van Gent bestaat een droogdok door den Staat gebouwd en hem toebehoorend.

Sedert vier of vijf jaar is het buiten dienst gesteld.

Naar het schijnt is de herstelling van dit dok nagenoeg onmogelijk; zij zou meer kosten dan eene herbouwing.

Wat er ook van zij, de huidige toestand mag niet blijven duren, ook verlangt de Middenafdeeling te weten welke maatregelen de Regeering denkt te nemen.

ANTWOORD.

De droogleggingswerken van het stortbed in het kleine droogdok der haven te Gent, hebben een gedeeltelijken uitslag opgeleverd. Op dit oogenblik onderzoekt mijn Departement op welke wijze men die werken best kan voltooien.

X^{de} VRAAG.

De stad Gent heeft zich aanzienlijke offers getroost om een gemakkelijken verkeersweg te maken tusschen het centrum der stad en de wijk Akkergem.

Opdat dit werk volkomen zijn doel bereike, is het onontbeerlijk dat de Staat eene nieuwe brug bouwe op den Doorsteek, t. w., op het snijpunt van den nieuwen weg.

Wanneer zal deze zoolang beloofde brug gebouwd worden?

ANTWOORD.

Het type van de nieuwe brug, gelijk aan dat van de brug der godshuizen, op de vaart van Charleroi naar Brussel, is voor goed vastgesteld. De stukken voor het definitieve plan worden thans in gereedheid gebracht.

XI^e VRAAG.

De maatschappij der electrische tramwegen van Gent is met het gemeentebestuur overeengekomen om haar spoorwegnet te volledigen.

Vijf aanvragen om concessie, in den loop van 1912 bij de Regeering ingediend, bleven onbeantwoord.

De inwoners dier stad lijden daardoor groote schade.

De Middenafdeeling verlangt te weten wanneer deze concessiën zullen toegestaan worden, voornamelijk die welke in 't bijzonder de wijk Akkergem betreffen.

ANTWOORD.

Bij het Departement van Landbouw en Openbare Werken zijn vijf aanvragen in concessie aanhangig, te weten :

I. — Verlenging van de lijn gaande van de Brusselsche poort naar de Antwerpsche poort, tot aan de Scheldebrug te Sint-Amandsberg.

II. — Lijn gaande van de Zuiderstatie naar de Brugsche poort door de Roedestraat, de Plateaustraat en den Doorsteek.

III. — Lijn gaande van de Wapenplaats naar het uiteinde van den boulevard van Rooigen (lijn van Akkergem).

IV. — Uitbreiding : Sint-Jacobsplaats tot aan het Stapelhuis langs de brug van de Liefdewei en de Congostraat.

V. — Verlenging van de Heuvelpoort tot de Aalst-Sint-Pieterstraat langs den steenweg van Swijnaarde.

De eerste drie aanvragen zijn onderworpen aan het advies van de verschillende belanghebbende diensten. Zoodra het Departement van Landbouw en Openbare Werken in bezit zal zijn van deze adviezen, kan daarover eene beslissing worden genomen.

Over de uitbreidingen, vermeld onder de bovenstaande paragrafen IV en V, zal eerlang eene beslissing worden genomen.

XII^e VRAAG.

Het gemeentebestuur en de nijveraars van Eecloo dringen, sedert lange jaren, bij het Departement van Openbare Werken aan opdat er worde overgegaan tot het uitvoeren van de noodige werken om het uitloopen van de fabriekswateren en van de stadsrioolwateren mogelijk te maken.

De huidige toestand is onduidelijk ; hij is bezwaarlijk voor de nijveraars, hij is gevaarlijk voor de openbare gezondheid.

De Middenafdeeling verlangt te weten wie verantwoordelijk dient gesteld te worden voor de abnormale vertraging welke de uitvoering dezer werken ondergaat.

ANTWOORD.

Bedoelde werken moeten uitgevoerd worden door de stad Eecloo ; mijn Departement komt slechts tusschen door middel van toelagen.

Het ontwerp van de stad wordt thans door mijn Departement onderzocht.

*
* * *

Verleden jaar bestonden er in het land van Waas nog zeven wegen waarop het bareelrecht in vergunning is gegeven.

De toestand werd in het verslag van verleden jaar behandeld.

Na afloop van de vergunning komen drie dier wegen terug aan den Staat.

De Regeering onderhandelt voor hunne naasting. Weldra zullen zij worden afgeschaft. Gansch de bevolking heeft dit nieuws met uitbundige vreugde vernomen.

Doch de vier overige bareelen bezwaren sommige wegen die, na afloop van de vergunning, terug in handen der gemeenten komen.

De barreelen die den weg van Calloo naar Beveren bezwaren, kunnen — dank aan het initiatief der Regeering en aan de tusschenkomst van de belanghebbende gemeenten — afgeschaft worden.

De Middenafdeeling acht het mogelijk eene oplossing te vinden om insgelijks de lasten af te schaffen die het verkeer bezwaren op deze wegen en aldus aan de landelijke bevolking van het Waasland den grootsten dienst te bewijzen.

*
* *

De Middenafdeeling heeft het niet noodig geacht stil te blijven bij de quaestie betreffende het bouwen van den tunnel onder de Schelde vóór Antwerpen.

Het blijkt uit de verklaringen van den Minister, bij gelegenheid van de interpellatie Royers, dat het plan reeds ver gevorderd is en eerlang zal kunnen medegedeeld worden.

Bij de behandeling der Begrooting verwacht men nadere inlichtingen.

*
* *

De Begrooting werd goedgekeurd met 5 stemmen tegen 1 onthouding.

De Verslaggever,

A. RAEMDONCK.

De Voorzitter,

ALPH. HARMIGNIE.

